

SE SOULEVER



Dossier

FORUMS ANTICAPITALISTES

Pages 6 et 7

ÉDITO

À Marseille, mépris
macroniste en grand!

Page 2

PREMIER PLAN

Frontières. La forteresse
Europe, un mécanisme
de l'impérialisme et du
racisme Page 2

Russie. Evgueni Prigojine,
le monstre d'un Poutine
Frankenstein Page 3

ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Réchauffement
climatique: des jeunes
attaquent le Montana en
justice Page 4

Libye. Le pouvoir aux
mains d'affairistes mafieux
Page 5

ACTU SOCIALE

Sécurité sociale. Tour de
France pour la santé...
Page 8

Éducation. ASEM Rennes:
la lutte a payé!
Page 9

LIBRE EXPRESSION

Soudan: entretien avec
Hourria, jeune chercheuse
à l'université de Khartoum
Page 12

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartiantcapitaliste.org



édito

Par ROSELINE VACHETTA

À Marseille, mépris macroniste en grand!

A lors que Macron se glorifie des résultats du premier acte du plan « Marseille en grand », un certain nombre d'élus ont refusé de venir l'écouter. Ils avaient lancé une alerte à Macron, restée lettre morte, parce que la réponse aux besoins sociaux n'est toujours pas là. Plus de 100 000 personnes vivent en danger dans un logement indigne, 40 % des écoles doivent être rénovées, elles sont insalubres, on peut même y trouver rats et cafards! Dans les quartiers populaires, le taux de chômage est énorme, 47 % des hommes et 55 % des femmes (chiffres Insee), ce sont ces mêmes femmes qui s'organisent pour tisser une solidarité active entre les habitantEs, voire une alternative à une économie parallèle destructrice. Mais ce 26 juin c'est le grand retour du président dans sa « ville de cœur » (!) alors ses annonces sont attendues.

Ce premier jour, elles ne sont que sécuritaires, essentiellement contre les quartiers populaires. Aux trois compagnies de CRS déjà sur place est rajoutée en permanence une compagnie de la CRS 8, unité d'élite spécialisée dans la répression des « violences urbaines ». Aux 5 milliards d'euros déjà versés en 2021, essentiellement pour l'augmentation des effectifs et des moyens policiers, c'est un demi-milliard qui va être alloué aux polices judiciaire et scientifique. En parallèle, une task-force interministérielle comprenant les douanes, le fisc, la police judiciaire, la préfecture et l'Urssaf est instituée « pour la lutte contre les caïds »! Enfin, à la prison des Baumettes 743 nouvelles places vont être créées.

Aux violences sociales multiples, à l'abandon des populations, c'est la guerre aux pauvres à grande échelle que Macron est venu renforcer et ajouter. Comme à Mayotte, Marseille est un laboratoire de la gestion politico-policière et du mépris des quartiers populaires. Et ce monarque a une fois de plus affichée mépris total de classe et de genre, assurant à une mère qu'il pouvait, lui, trouver une dizaine d'emplois à son fils rien qu'en faisant le tour du Vieux Port! Vite, dégageons-le!

BIEN DIT

La dérive sécuritaire de ce gouvernement, couplée à son incapacité à nous protéger des conséquences du changement climatique, est effrayante. Mais ces intimidations n'arriveront pas à nous faire taire. Aujourd'hui, dans notre pays, la liberté est en danger. Cela provoque naturellement l'indignation. Soutien absolu aux Soulèvements de la Terre.

MARION COTILLARD, Instagram, 25 juin 2023.

FACE À UN POUVOIR AUTORITAIRE ET CLIMATICIDE Se défendre, s'organiser, se soulever

Mercredi 21 juin, les Soulèvements de la Terre ont été dissous en Conseil des ministres.

Un cap supplémentaire franchi par un pouvoir pour lequel l'autoritarisme est devenu un mode de gouvernance depuis plusieurs années, et aussi un révélateur d'une volonté de plus en plus assumée de faire taire la contestation écologiste afin de maintenir à tout prix un système ultra-productiviste pourtant condamné.

L'annonce de la dissolution des Soulèvements de la Terre, le 21 juin, avait été précédée la veille d'une vague d'arrestations, avec 18 interpellations de militantEs écologistes, parmi lesquels Benoît, l'un des porte-parole des Soulèvements de la terre. Des interpellations qui faisaient elles-mêmes suite aux perquisitions et mises en garde à vue d'une quinzaine de militantEs le 5 juin, accusés d'avoir participé à une action visant la multinationale climaticide Lafarge. Huit autres militantEs devaient à leur tour être entendus le mercredi 28 juin, avec risque de mise en garde à vue : cinq représentants associatifs et syndicaux CGT, Solidaires, Confédération paysanne, Bassines non merci, et trois militantEs des Soulèvements de la Terre, accusés « [d']organisation de manifestations interdites » à Sainte-Soline (en octobre et mars derniers).

Cours ultra-répressif

Après les premières menaces de Darmanin en mars au lendemain de la mobilisation de Sainte-Soline contre les mégabassines, théâtre d'une violente répression avec de véritables scènes de guerre, le pouvoir confirme donc son cours ultra-agressif contre le mouvement écologiste. Nul doute que cette offensive n'est pas la fin d'un processus mais une accélération, que de nouvelles interpellations auront lieu, ainsi que de nouveaux épisodes répressifs et de nouvelles menaces de dissolution. Les discours sur la « violence » et l'« écoterrorisme » sont un écran de fumée qui dissimule mal la réalité :

la macronie, au service des capitalistes du BTP, de la pétrochimie et de l'agro-business, a fait le choix de s'attaquer aux militantEs contre le réchauffement climatique. Ce qui présente une forme de cohérence car il est désormais devenu évident que Macron, comme les autres dirigeants des grandes puissances, a renoncé à toute rupture même partielle avec un système productiviste nuisible et écocide.

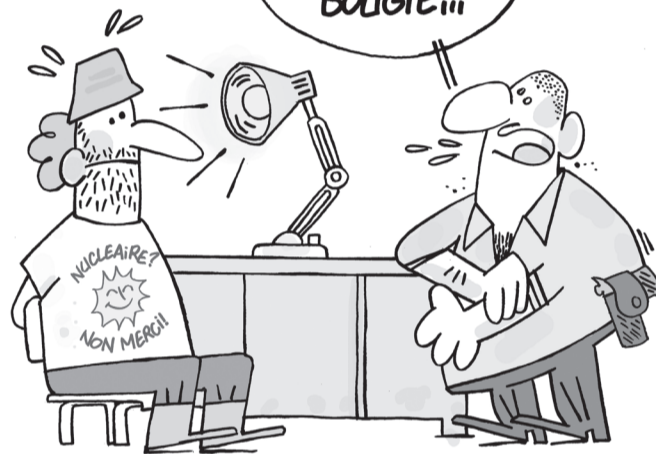
Leur « écologie » et la nôtre

La seule « écologie » tolérable pour ces gens serait une « écologie » qui ne fait rien pour lutter contre le capitalisme et ses dégâts, mais s'en

accommode. Pour eux, plutôt brûler la planète que de renoncer à leurs profits! En témoigne l'élaboration d'un plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) anticipant une hausse des températures de... 4°C d'ici à 2100. Une manière d'imposer l'idée qu'il n'y aurait « pas d'alternative », que seule une adaptation (que l'on sait pourtant impossible!) de nos sociétés à un changement climatique — qui serait irréversible et contre lequel il n'y aurait aucun moyen, et donc aucune raison, de lutter — serait envisageable.

Autant dire une « écologie » qui n'a rien à voir avec... l'écologie, qui est

RÉPRESSION
CONTRE LES
MILITANTS
ÉCOLOS



CHARMAG

À la Une

contradictoire avec la lutte effective contre le réchauffement climatique. En s'en prenant aux Soulèvements de la Terre et aux militantEs écologistes, c'est en réalité l'écologie elle-même que Macron, Darmanin et compagnie voudraient faire disparaître par la répression et les interdictions. Une écologie et des luttes intolérables pour eux tant elles sont incompatibles avec le système et le modèle économique qu'ils défendent.

Nous ne nous laisserons pas faire!

On notera que c'est après la fin de la mobilisation historique pour défendre nos retraites que Darmanin et ses sbires sont passés à l'action, dans une situation qu'ils estimaient plus favorables et aussi dans un esprit à la fois revancharde et préventif vis-à-vis du mouvement social : nous avons repris la main, nous faisons payer les récalcitrantEs, avis à celles et ceux qui voudraient, à l'avenir, tenter de nouveau de s'opposer à nos politiques.

Cette offensive, dont nous vivons aujourd'hui une nouvelle phase, a en réalité commencé il y a plusieurs années, dans le silence assourdissant d'une bonne partie de la gauche sociale et politique, avec la loi « séparatisme » et la dissolution de plusieurs associations antiracistes comme le CCIF. Il est aujourd'hui essentiel qu'un front démocratique large se constitue pour défendre nos camarades, mais aussi l'ensemble des droits associatifs, syndicaux et politiques, que le gouvernement a décidé de mettre en pièces.

Comme il l'a déjà fait, le NPA a immédiatement apporté toute sa solidarité aux Soulèvements de la Terre et à l'ensemble des militantEs interpellés. Nous soutenons les mobilisations qui s'opposent aux projets écocides et nous continuerons de le faire, y compris les actions de désobéissance contre les grands projets inutiles et les grandes entreprises climaticides. Nous avons participé, nous participons, nous participerons à ces mobilisations, y compris lorsqu'elles refusent de se soumettre à la légalité, que d'aucuns voudraient confondre avec la légitimité. Parce que les criminels sont les gouvernements et les multinationales climaticides, nous ne cesserons de répéter que nos vies valent plus que leurs profits!

Julien Salingue

FRONTIÈRES

La forteresse Europe, un mécanisme de l'impérialisme et du racisme

La disparition confirmée du sous-marin des très riches partis visiter l'épave du Titanic le 22 juin a mis au jour le contraste morbide entre les moyens déployés pour deux tragédies.

Pour le sous-marin, plusieurs bateaux, des moyens d'écoute perfectionnés, le déploiement d'un robot français capable d'aller à ces profondeurs, le tout doté d'une couverture médiatique hallucinante. À comparer avec la tragédie au large de la Grèce : un bateau de 750 migrantEs, repoussé par les garde-côtes grecs, qui s'abîme en mer faisant des centaines de disparuEs dont plusieurs dizaines d'enfants. Le traitement différencié illustre la double dynamique à l'œuvre en Europe : renforcement toujours plus brutal d'une politique anti-migration associée à une déshumanisation des

populations (non blanches) qui est censée les incarner. C'est une politique délibérée, avec des moyens démesurés, pour renforcer encore l'Europe forteresse au prix de tragédies humaines violentes et racistes.

Frontex, une machine de guerre européenne contre les migrantEs

Frontex est dotée d'un budget en constante augmentation : 755 millions d'euros en 2022 contre 365 millions en 2020 et 535 millions en 2021, dont la part principale (500 millions) est dédiée à l'European Standing Corps, la force armée européenne. Composée

de 10 000 hommes, ce corps possède une flotte de 8 avions (qui avaient d'ailleurs repéré le bateau grec alors en détresse) et dont le suréquipement de surveillance est manifeste. Frontex finance également la recherche pour des solutions innovantes en matière de détection. La doctrine de Frontex vise autant les menaces militaires (type espionnage russe ou chinois) que les migrations. Les personnes migrantes sont vues comme des menaces existentielles.

Toujours plus de frontières

Le budget européen a beaucoup servi au développement des frontières

terrestres notamment avec les pays dits tampons : par exemple, la Bulgarie a bénéficié d'importants budgets pour financer des drones et des radars, moyennant son intégration à l'espace Schengen. Un accord de janvier 2023 a développé un programme de 2 milliards d'euros pour la construction de nouveaux murs à la frontière avec la Turquie. Entre 2014 et 2022, la longueur totale des clôtures construites aux frontières extérieures de l'UE et au sein de l'UE et de l'espace Schengen est passée de 315 km à plus de 2 000 km. La frontière maritime est encore plus dangereuse : selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2406 migrantEs sont morts ou ont disparu en Méditerranée en 2022 (+ 16,7% sur un an) et 1 289 depuis le début de 2023.

La sous-traitance des migrations aux pays de transit

La sous-traitance a commencé en 2016 avec l'accord UE-Turquie pour la crise

Un monde à changer

LE SYSTÈME NOIE. 225 000 dollars la place pour voir l'épave du Titanic à 4 000 mètres de fond dans l'Atlantique Nord. Un tourisme d'élite et du risque, accessible seulement à cinq milliardaires à la fois... morts quelques heures après leur départ. Dix jours avant cette expédition, un autre naufrage faisait l'actualité : celui des migrantEs venus de Libye pour rejoindre l'Europe, fuyant la faim, la misère et la guerre. Ayant payé une somme exorbitante — pour eux — pour s'entasser sur un rafiote. Deux drames traités différemment ! D'un côté, des jours de recherche, 8 navires avec sonar à balayage latéral, robot sous-marin, 1 navire du groupe pétrolier norvégien DOF avec robots sous-marins et 1 avion de reconnaissance C-130. Un défilé d'États

rivalisant froidement sur le terrain technologique et scientifique, dont la France avec son robot Victor 6 000. De l'autre, rien... Un ballet de bateaux commerciaux, de garde-côtes et de garde-frontières, sans aucun doute moins préoccupés de sauver les 750 passagerEs que de les refouler vers un autre littoral que celui de Grèce. Seuls une centaine ont été retrouvés. Si une vie ne vaut pas plus qu'une autre, si les disparuEs de l'Atlantique et de la Méditerranée devaient être sauvés, ce qui ne doit pas l'être, c'est ce monde ! Ce monde dans lequel les frontières tuent, les passeurs tuent, dans lequel la débauche de moyens techniques est réservée au service des États puissants qui refoulent, emmurent et noient, où la

vie d'un enfant syrien ou pakistanais se noie dans un océan d'indifférence ! Ce monde dans lequel l'enquêteur en chef des garde-côtes américains peut déclarer à propos du sous-marin *Titan* : « *Mon objectif principal est d'empêcher un événement similaire en formulant les recommandations nécessaires pour améliorer la sécurité du secteur maritime dans le monde entier* », alors qu'il sait très bien que le submersible défilait toutes les réglementations en vigueur ! Dans un monde où l'entrepreneur malin, de préférence homme, blanc et riche, a tout pouvoir pour s'affranchir des règles... on règle donc après la catastrophe plutôt qu'avant ! Deux tragédies, un même monde ! Celui du laisser-faire et de la libre entreprise, celui des frontières et des États impérialistes, « gentils » avec les puissants, « méchants » avec les dominés !

Ces forces « irrégulières » ont été légalisées de fait en novembre 2022¹, lorsque Poutine a signé la modification des règles de défense. Auparavant, l'article 13 de la Constitution de la Fédération de Russie interdisait explicitement « la création et les activités d'associations publiques dont les objectifs et les actions visent à créer des formations armées ».

Instruments du pouvoir...

L'article 71 stipule également que « les questions de défense et de sécurité, de guerre et de paix, de politique étrangère et de relations internationales sont la prérogative de l'État et que les entreprises privées ne peuvent donc pas être impliquées. Le code pénal définit également l'activité mercenaire comme un crime, y compris le "recrutement, le financement ou tout autre soutien matériel d'un mercenaire" », ainsi que l'utilisation ou la participation de mercenaires dans un conflit armé.

Des amendements ont donc été mis en œuvre par l'ordonnance du ministre de la Défense Shoïgu le 15 février. Elle « définit la procédure de fourniture d'armes, d'équipements militaires et de logistique aux formations volontaires, ainsi que les conditions de service ». Les médias russes ont également fait état de l'ouverture de centres de recrutement Wagner dans 42 villes du pays (notamment dans les prisons russes). La rivalité entre les différentes forces armées servait en partie les

RUSSIE Evgueni Prigojine, le monstre d'un Poutine Frankenstein

Toute une série de forces parapubliques/privées opèrent en Ukraine. Depuis les forces tchétchènes de Ramzan Kadyrov (les Kadyrovtsy, qui sont officiellement placées sous le commandement de la Garde nationale russe) jusqu'à diverses forces privées, dont les mercenaires de Wagner dirigés par Evgueni Prigojine : les « succès » de ses troupes à Bakhmout ont été (et restent) glorifiés par Poutine.



DR

intérêts de Poutine. Mais, elle nuit à l'efficacité du pays au combat, car la fragmentation des forces rend le commandement et le contrôle difficiles. La résistance ukrainienne a révélé cette fragilité.

...ou/et lui échappant ?

Aussi, au cours des dernières semaines, le ministère de la Défense — donc avec le soutien de Poutine — a annoncé qu'il allait placer le groupe Wagner et d'autres forces et milices

sous son contrôle direct. En avril, le gouverneur adjoint de Novossibirsk a annoncé que les employéEs des sociétés militaires privées pourraient utiliser le certificat de réinsertion délivré aux vétérans de l'armée nationale de la guerre en Ukraine pour accéder à une série de services. Cette annonce a été perçue comme une indication du besoin désespéré de force de frappe de la Russie et du désir du Kremlin d'éviter une mobilisation à grande échelle de

la population. Et là, c'est la peur de révoltes sociales qui motive Poutine. La période de conscription actuelle, qui s'est ouverte le 1^{er} avril et se termine le 15 juillet, a pour objectif déclaré de recruter 147 000 soldats.

Mais Prigojine a refusé catégoriquement de signer un contrat — alors que le groupe Akhmat des forces tchétchènes a été l'un des premiers à s'engager. Et après avoir attribué au commandement de l'armée et du ministère de la Défense la responsabilité des échecs — contre la résistance ukrainienne — il a dénoncé les mensonges de cette guerre. Qu'a-t-il « monnayé » avec son vieil ami l'autocrate président du Bélarus ? On ne le sait pas encore. Pas plus qu'on ne sait qui sera le premier « défenestré »... mais il s'agit d'une « fenêtre d'opportunité » pour la résistance ukrainienne.

Catherine Samary

1 — Les informations ci-après sont tirées de l'article de Tracey German pour *The Conversation* : <https://www.socialeurope.eu/ukraine-war-24-hours-of-chaos-ends>

syrienne. L'UE débloque 6 milliards d'euros sur cet accord : « Pour chaque migrant renvoyé en Turquie au départ des îles grecques, l'Union européenne accepte l'installation d'un Syrien de Turquie sur son sol, dans la limite de 72 000 personnes ». En Syrie, il s'agit de plusieurs millions d'euros depuis 2018 pour entretenir les centres de rétention qui sont de véritables prisons où les mauvais traitements, les tortures et les conditions de détention lamentables font l'objet de plusieurs dizaines de rapports d'ONG. Les garde-côtes libyens peuvent désormais menacer physiquement en toute impunité les bateaux humanitaires. Le dernier accord en date pour les pays tampons concerne la Tunisie et coïncide avec un renforcement du régime dictatorial et le développement de rhétoriques du grand remplacement pour justifier des actions violentes contre les migrantEs. Les tensions sont aussi intra-européennes : Darmanin a accusé la Première ministre italienne Giorgia

Meloni d'être « incapable de régler les problèmes migratoires sur lesquels elle a été élue » ajoutant « Meloni, c'est comme Marine Le Pen, elle se fait élire sur "vous allez voir ce que vous allez voir" et puis ce qu'on voit c'est que l'immigration ne s'arrête pas et que ça s'amplifie ». Cette « crise » bien orchestrée a des visées internes de concurrence sur l'immigration et permet la surenchère des idées de toutes les extrêmes droites en Europe.

Pour la suppression des frontières

Il n'y a pas de regain de la mobilité, il s'agit d'une politique déshumanisante et discriminante qui coûte un fric colossal. Les pays riches sont les acteurs de la colonisation, de l'impérialisme et du pillage des ressources et richesses, et maintenant du réchauffement climatique. Nous dénonçons les accords de sous-traitance ainsi que toute la politique de non-accueil des migrantEs qui renforce le racisme et le



fascisme ainsi que l'Europe forteresse qui est une source de morts et de tragédies. Le NPA milite pour la suppression de Frontex, des frontières et des

CRA, et pour la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous. **Commission nationale immigration et antiracisme**

Le chiffre

20,8%

C'est le taux de chômeurs parmi les 16-24 ans en Chine en mai qui vient de battre le record du mois d'avril. La situation devrait continuer après la fin de l'année universitaire, causée par la situation économique post-covid entre autres raisons.

Éric Sautédé, « Bientôt un quart de la jeunesse chinoise au chômage? », *Mediapart*, 22 juin



Agenda

Dimanche 2 juillet, forum «Organisons-nous pour construire une alternative», Paris. Dès 9h à la Bellevilloise. Lire pages 6-7.

Samedi 8 et dimanche 9 juillet, week-end de mobilisation contre la loi Darmanin.

Vendredi 14 juillet, défilé internationaliste des tirailleurs et des sans-papiers, Paris. À 14h à Nation.

Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier. Lire page 10.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Infos et inscription sur : nouveupartianticapitaliste.org/udt2023

À SUIVRE SUR lanticapitaliste.org
nouveupartianticapitaliste.org

NO COMMENT

Pour la première fois, on va reprendre la main sur la démographie de Mayotte.

GÉRALD DARMANIN, France Info, 25 juin 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org **Tirage :** 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org **Directeur de publication :** Julien Salingue

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex **Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

Numéro ISSN : 2269-3696 **Maquette :** Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508 **Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans). [Mail: rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

SUISSE

Une nouvelle marée violette crie sa colère!

La nouvelle grève féministe, qui a eu lieu le 14 juin 2023 dans toute la Suisse, a démontré une fois encore la puissance inégalée de ce mouvement et sa capacité de mobilisation. Déjà, en 2019, l'ampleur de la vague violette qui avait déferlé sur ce pays ancré à droite et fort peu habitué aux luttes sociales massives, avait surpris.

Cette année encore, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont porté et crié ensemble, dans toutes les grandes villes, les revendications pour un monde solidaire, pour l'abolition du patriarcat, du capitalisme et de la culture du viol.



Cortège de solidarité à la manif du 14 juin qui a réuni 30 000 personnes à Genève et 300 000 personnes dans toute la Suisse. Éric ROSET

Cadre collectif et appui des syndicats

Cette grève féministe nationale a été préparée en mixité choisie dans des collectifs cantonaux travaillant de manière horizontale. Nous nous sommes organisés par la base en donnant place à quiconque respecte les décisions collectives, tout en cherchant à nous empouvoier les unEs les autres. Nous travaillons et pensons ensemble. Les collectifs de la grève féministe sont des lieux de formation qui nous ont toutEs fait évoluer dans nos pratiques et nos exigences de fonctionnement démocratique. Toutes les décisions importantes et toutes les revendications ont été discutées au niveau local puis au niveau régional et finalisées par des votes lors d'Assises nationales. Ainsi, le 14 juin est l'aboutissement d'un processus cherchant à éviter les dominations et fondé sur des fonctionnements démocratiques, inclusifs et collectifs. Nous avons travaillé avec les syndicats qui ont appelé à la grève et ont rédigé avec les travailleurEs des dizaines de cahiers de doléances et de revendications adressés aux employeurs. Le 14 juin, des débrayages ont eu lieu surtout dans les métiers à majorité féminine du secteur public mais aussi dans le secteur privé comme dans l'horlogerie ou l'économie domestique.

Rendre l'espace public féministe

La journée du 14 a été rythmée par de nombreuses actions sur les lieux de travail ou dans l'espace public, selon des heures symboliques définies d'après les statistiques d'inégalités de rentes et de salaires. Des programmes étaient organisés avec celles qui quittaient leur lieu de travail, et des actions solidaires ont également été organisées pour celles pour qui c'était impossible. Des commandos se sont, par exemple, rendus dans les grands magasins où les vendeuses ont reçu et arboré fièrement le badge avec le logo de la grève féministe. Une des forces de ce mouvement est d'être ancré non seulement dans les grandes villes mais également dans les plus petites localités et les quartiers qui ont mobilisé avec leur propre programme avant d'inviter à rejoindre la grande manifestation du soir. Partout nous avons rendu l'espace public féministe, combatif et festif! Toute la journée était sous le signe de la lutte et de la complicité, de la solidarité et de la joie de sentir la force d'être nombreuEs et ensemble.

Durant la journée, toutEs ont convergé vers le point de départ de la manifestation. Le pari était gagné: toutes les grandes villes de Suisse étaient bloquées par une gigantesque marée violette, forte, fière, féministe et en colère!

Nous changeons la Suisse depuis cinq ans déjà et ce travail colossal continuera à porter ses fruits dans les familles, les associations, les quartiers, les syndicats, les lieux de travail, la politique et les institutions. Nous n'y sommes pas encore, et nous savons que l'État usera de sa violence dès qu'il se sentira menacé. Mais nous osons imaginer un monde où les femmes, les minorités de genre, les exploités occupent l'espace qui leur revient.

Françoise Nyffeler et Aude Spang, membres du collectif de la grève féministe et de solidaritéS Genève

ÉTATS-UNIS Réchauffement climatique: des jeunes attaquent le Montana en justice

Des jeunes attaquent le Montana en justice pour défendre leur droit constitutionnel à un environnement sain.

Le Montana, connu sous le nom de « Big Sky Country », attire chaque année quelque 12 millions de touristes qui viennent admirer ses magnifiques montagnes et canyons, ses vallées fluviales, ses forêts et ses plaines, ses cavernes, ses célèbres « badlands » et visiter les parcs nationaux, Glacier et Yellowstone. D'une superficie équivalente à celle de la Norvège, c'est le quatrième plus grand État des États-Unis, mais sa population n'est que d'environ un million d'habitants. Depuis les montagnes, on peut contempler des plaines où le bétail broute l'herbe, où poussent d'immenses champs de blé, d'orge et d'avoine, et où les fermes produisent une grande variété de légumes. Les habitantEs du Montana aiment leur État pour sa beauté naturelle, ses terres productives, le camping, les randonnées et la chasse réglementée à l'élan, à l'antilope, à l'ours noir, au bison, au loup, au mouflon, à la chèvre de montagne et au cerf à queue blanche.

«Un environnement sain pour les générations actuelles et futures»

Un groupe de 16 jeunes, âgés de 5 à 22 ans, a intenté une action en justice contre l'État du Montana afin de protéger la population et leur propre santé, ainsi que celle des générations futures, contre deux industries majeures de l'État: le charbon et le pétrole. La Constitution de l'État, réécrite en 1972, a inclus, sous l'impact de la première vague d'activisme environnemental, une clause stipulant que: « L'État et chaque personne doivent maintenir et améliorer un environnement propre et sain dans



WIKIMEDIA COMMONS

le Montana pour les générations actuelles et futures. »

Mais les autorités de l'État, presque entièrement contrôlées par le Parti républicain, qui a des liens étroits avec les industries du charbon et du pétrole, ont non seulement résisté fermement aux mesures visant à réduire les combustibles fossiles, mais ont également adopté des lois visant à les encourager et à les promouvoir. L'Assemblée législative de l'État, dominée par les Républicains, a ainsi adopté une loi interdisant à l'État de tenir compte de l'effet sur le climat lors de l'examen des projets de centrales électriques ou d'usines.

Soutien d'ONG

« Les émissions du Montana sont tout simplement trop minuscules pour faire la moindre différence », a déclaré Michael Russell, procureur général adjoint. « Le changement climatique est un problème mondial

qui relègue effectivement le rôle du Montana à celui de spectateur. »

Mais Rikki Held, une plaignante de 22 ans, répond: « Je sais que le changement climatique est un problème mondial, mais le Montana doit assumer sa part de responsabilité. On ne peut pas se contenter de l'ignorer et de ne rien faire. »

Les jeunes, soutenus par une ONG environnementale, le Children's Trust Fund, et appuyés par des experts en environnement, affirment que le changement climatique causé par les combustibles fossiles affecte négativement l'État: les glaciers diminuent, les incendies de forêt font rage et le parc de Yellowstone a été inondé. Les experts ont présenté de nombreux rapports gouvernementaux sur le climat, notamment celui du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), convoqué par les Nations unies, auquel les avocats de l'État ont objecté que « ce n'est pas notre gouvernement ».

«Notre monde va brûler»

La plupart des jeunes étaient adolescentEs ou plus jeunes lorsque la plainte a été déposée il y a plusieurs années. CertainEs ont vu les incendies de forêt menacer les maisons et les ranchs de leur famille. L'un d'entre eux, Kian Tanner, a déclaré à un journal local: « Le changement climatique est la menace actuelle et future du monde. Notre monde va brûler, et je ne pense pas que quiconque veuille vivre dans un monde en feu. »

Plusieurs des personnes impliquées dans le procès sont des Amérindiens. Taleah Hernández, de la réserve de Flathead, déclare: « Nous vivons dans un endroit d'une telle beauté et le meilleur moyen de le préserver est de commencer à le protéger dès maintenant. »

Le Children's Trust Fund soutient des actions en justice de ce type dans tous les États de l'Union, qu'ils soient Républicains ou Démocrates, bien que seuls six États aient inscrit des protections environnementales dans leur Constitution (Hawaï, Illinois, Massachusetts, Montana, Pennsylvanie et Rhode Island). Il n'existe aucune protection de ce type dans la Constitution fédérale. Des jeunes, soutenus par des adultes progressistes, prennent actuellement la tête de la lutte contre le changement climatique. Dans les zones urbaines, les mouvements de justice environnementale et les actions en justice des communautés noires et latines s'attaquent également aux combustibles fossiles. Tous ces efforts doivent s'inscrire dans un mouvement large, populaire et plus militant pour stopper le changement climatique.

Dan La Botz, traduction HW

UKRAINE Une autre Ukraine est possible: 10 thèses sur l'emploi présentées à Londres

Les 21 et 22 juin, la conférence intergouvernementale « Ukraine Recovery Conference » s'est réunie à Londres, sous l'égide du gouvernement britannique. Il s'agissait d'intensifier de fait — sous couvert « généreux » d'une « aide à la reconstruction » de l'Ukraine après la guerre — les politiques néolibérales mises en œuvre bien avant la guerre.

On sait combien malheureusement les forces néolibérales du pouvoir Zelensky se sont emparées du contexte de la guerre pour radicaliser les attaques détruisant les protections sociales et le service public.

Résister à l'agenda néolibéral

C'est en lien avec les résistances syndicales et politiques impulsées notamment par nos camarades de la gauche ukrainienne contre ces politiques, que le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU/RESU) et en particulier le collectif britannique « Ukraine Solidarity Campaign (USC) » a organisé le 17 juin un contre-événement à Londres, sous la bannière « Une autre Ukraine est possible ». Tout en soutenant la lutte de l'Ukraine contre l'impérialisme russe, l'USC a aidé nos camarades ukrainienEs — syndicalistes, socialistes et militantEs du mouvement social — à résister à cet agenda

néolibéral et à exiger un autre type de reconstruction d'après-guerre.

10 thèses sur l'emploi

C'est dans ce contexte qu'est intervenu Vitaly Dudin, dirigeant de SR (Sotsialnyi Rukh-Mouvement social), pour présenter 10 thèses sur l'emploi dans le contexte de la relance.

« 1. Il est déjà clair que nous sommes confrontés à la tâche de restaurer le pays non seulement des conséquences de l'agression russe, mais aussi des conséquences des réformes de dérégulation socialement nuisibles. 2. L'Ukraine a survécu grâce à la persévérance des travailleurs. Les cheminots, les médecins et les ingénieurs en électricité ont renforcé les arrières de l'armée sous la pression. Ils méritent ce qu'il y a de mieux. 3. Malheureusement, la réalité est différente. L'État ne s'est pas débarrassé de l'influence de l'élite oligarchique. Dans ce système, le travail n'est pas valorisé et les prestations

sociales sont souvent incompatibles avec la dignité. 4. Les racines de cette situation se trouvent dans le modèle du capitalisme fondé sur les matières premières. Il a permis aux riches de réaliser des profits à l'exportation, mais s'est avéré intenable en temps de guerre. 5. La guerre a entraîné la destruction massive d'emplois, mais a créé une demande pour de nouveaux emplois. S'il faut équiper les abris, soigner, réparer, pourquoi des millions de personnes sont-elles au chômage? 6. Le gouvernement ne surmonte pas le chômage pour réduire le prix du travail. Mais sans doublement des salaires (notamment dans le bâtiment), la « reprise » sera synonyme de « parasitisme ». 7. L'économie doit être dirigée par les travailleurs, et non par ceux qui se soucient des profits à court terme. La moitié des postes dans les organes de direction des entreprises publiques (UZ) devraient être désignés par les syndicats. 8. Les réformes du travail devraient commencer par l'annulation de la scandaleuse loi 2136, qui décourage l'emploi légal par des restrictions arbitraires des garanties du travail. 9. L'Agence pour l'emploi devrait créer des emplois, verser des prestations décentes à tous ceux qui ont perdu leur emploi à cause de la guerre et compléter les paiements par une formation à de nouvelles compétences. 10. Une loi sur les inspections du travail est nécessaire pour garantir le respect des droits du travail. La sanction pour l'emploi non officiel devrait être la suspension de l'entreprise, voire la nationalisation de la propriété. Si nous voulons garantir une économie innovante capable de résister aux assauts de l'agresseur et créer des millions d'emplois avec des conditions de travail décentes, il n'y a pas d'autre alternative que d'aller vers la démocratisation et la socialisation de l'économie. »

Catherine Samary

LIBYE Le pouvoir aux mains d'affairistes mafieux

Parler des élections mais ne jamais les organiser, telle semble être la stratégie des deux camps qui se partagent le pouvoir et s'enrichissent sur le dos d'une population de plus en plus en souffrance.

Faute d'un accord complet, les élections libyennes qui devaient se tenir le 24 décembre 2021 ont été reportées sine die. Depuis, les réunions entre les deux autorités du pays, celle de Abdelhamid Dabaiba à Tripoli reconnue internationalement et soutenue par la Turquie, et celle de l'est dirigée par le maréchal Haftar et bénéficiant de la complicité des mercenaires russes de Wagner, n'ont pas cessé.

Nouvelle tentative

Après l'échec de la tenue des élections de 2021, l'émissaire spécial de l'ONU, le sénégalais Abdoulaye Bathily, avait décidé pour relancer le processus de réunir un panel de haut niveau regroupant des segments de la société libyenne, comme des responsables politiques et d'ONG, des chefs de tribu, des femmes et des jeunes pour tracer



Farhat Omar Bengdara, à la tête de la compagnie nationale pétrolière libyenne. DR

une voie menant à des élections libres et transparentes. Aussitôt un comité 6+6 regroupant d'un côté le Parlement proche d'Haftar et, de l'autre, le Conseil d'État libyen dépendant du pouvoir de Tripoli s'est créé. Le but, reprendre la main sur les élections et tout faire pour qu'elles n'aient pas lieu. L'objectif est en train d'être atteint. Si les élections ont été annoncées pour cette année, les désaccords entre les deux parties sur les critères d'éligibilité pour l'élection présidentielle et sur la formation d'un gouvernement unitaire de transition persistent. Ces mêmes

désaccords qui avaient torpillé le projet d'élection de 2021.

Un accord de mafieux

Avec l'échec de l'offensive d'Haftar sur Tripoli en 2019, une page s'est tournée. Chacun des deux camps a bien compris qu'il n'aurait pas le dessus militairement. Un modus vivendi s'est créé où chacun dans son territoire fait fructifier ses affaires licites et illicites, notamment la traite d'êtres humains. Haftar a d'ailleurs décidé de ne pas être en reste. Car au-delà des profits que les milices peuvent tirer du trafic des migrantEs, cette sordide

activité permet d'être un interlocuteur de l'Union européenne. Un accord a été passé entre les deux camps pour nommer le nouveau président de la compagnie nationale pétrolière libyenne Farhat Omar Bengdara. Charge à lui d'arroser équitablement et surtout généreusement chaque camp, renouant avec les pratiques d'avant 2017.

La population en souffrance

Bien que les USA et l'Union européenne ne cessent de proclamer leur volonté de voir les élections se tenir rapidement, ils peuvent très bien se satisfaire de cette situation. En effet, les différentes milices des deux autorités assurent la police des frontières en empêchant les migrantEs de tenter de rejoindre le vieux continent, et le pétrole peut désormais couler à flots. Quant à la Russie, elle maintient sa présence militaire dans le pays (bien que la crise avec Wagner puisse rebattre les cartes) et la Turquie en profite pour mener des prospections pétrolières dans les eaux libyennes. La Libye est tombée sous la coupe de clans mafieux qui, avec leurs milices attenantes, pillent les richesses du pays, pendant que les structures sociales de l'État comme la santé, l'éducation, la culture sont en déshérence. Les manifestations populaires de 2022 exigeant des élections et dénonçant la corruption des dirigeants ont été réprimées féroce ment tant par le pouvoir de Tripoli que par celui d'Haftar.

Paul Martial

GRÈCE

Des lendemains inquiétants

Après la victoire de la Nouvelle Démocratie (ND) le 21 mai, on pouvait espérer pour ces nouvelles élections législatives que la gauche, sévèrement battue, allait opposer à Mitsotakis une dynamique d'unité minimum contre la droite et les fascistes qu'elle remet en selle.

Faute du moindre sursaut, la droite confirme sa victoire et va pouvoir poursuivre sa destruction des acquis et des valeurs démocratiques.



WIKIMEDIA COMMONS

Un boulevard pour Mitsotakis and Cie

Certes, la victoire de ND est moins forte qu'espéré par certains : avec 40,5 %, elle perd 0,15 % et 290 000 voix par rapport à mai. Mais elle atteint l'objectif d'une majorité de députés (158, pour un seuil de 150) et a promis de « se mettre au travail » illico : universités privées, privatisations à outrance, confiscation de logements pour dettes, sur-tourisme... On a pu lire que ND séduisait par un apport de stabilité : sur fond de vie chère et de casse des services publics (d'où la catastrophe ferroviaire de Tèmbi), c'est tout le contraire ! Les menaces pour les travailleurEs et les jeunes sont d'autant plus fortes que le fiston Mitsotakis concentre des pouvoirs exceptionnels avec le soutien du grand patronat et que sa politique « à la chilienne » lui a fait placer à des postes clés des militants d'extrême droite, ultralibéraux et antidémocrates.

La campagne électorale de ND s'est appuyée sur un discours raciste et nationaliste crapuleux — un candidat s'est réjoui de la mort des centaines de réfugiés qui sinon « seraient venus voler ». Et une ouverture décomplexée à l'extrême droite a eu comme résultat soit le soutien de fascistes à ND, soit une publicité pour des groupes par ailleurs inexistants, comme Niki ou Spartiates, relayée par les réseaux talibans orthodoxes ou les messageries. Résultat : 3 groupes obtiennent au total 12,8 % et 34 députés, dont Spartiates, promu depuis sa prison par l'un des assassins en chef d'Aube dorée. Face à ce poison, pas encore structuré sur le terrain, la relance du mouvement antifasciste est cruciale.

Profonde défaite de la gauche

Toutes les composantes de la gauche ont perdu des voix : - 26 000 pour le KKE (PC grec) qui augmente un peu son pourcentage à 7,7 %, - 21 000 pour Mera (Varoufakis, 2,5%) non élu. La coalition anticapitaliste Antarsya perd la moitié de ses voix (16 000 voix), passant de 0,5 à 0,3%. C'est Syriza qui connaît la plus significative défaite : en perdant depuis mai 260 000 voix (désormais à 17,8%), il perd en tout 860 000 voix depuis 2019. Certes, il reste le 1^{er} parti d'opposition, mais son avenir devient alarmant, même si dans les banlieues populaires, il reste autour de 20 à 22% (le KKE à 11-12%). L'un des éléments de cette nouvelle défaite à gauche, c'est une très forte abstention : 47,2%, soit 800 000 voix en moins depuis mai (sur 9,9 millions d'inscritEs, ce qui veut dire aussi que « seulE » 1 électeurE sur 5 a voté ND !) À cela, deux raisons : le départ des jeunes saisonniers pour bosser au service des touristes européens... Et aussi : alors que toute la gauche évoquait le risque d'une ND les mains libres, chaque parti a pourtant continué son offre boutique, avec attaques contre le voisin et tir groupé, plus contre Syriza que contre ND. Effet dissuasif prévisible et effectif ! C'est donc en très mauvais état que la gauche aborde une nouvelle étape aux dangers évidents, qui nécessitera vite de fortes mobilisations unitaires si on veut empêcher le « Orbán grec » d'aggraver sa politique au service des oligarques.

Athènes, le 26 juin 2023, A. Sartzekis

IMPÉRIALISME Sommet pour un nouveau pacte financier : nouveau vraiment ?

Objectifs affichés de ce « nouveau » sommet : répondre aux besoins financiers des pays en développement pour lutter contre la pauvreté et s'adapter au réchauffement climatique. Oh, que c'est nouveau ! Les milliards de dollars nécessaires à ces nouvelles politiques ont été dégaçés ? La dette des pays pauvres a été annulée ? L'arrêt des subventions aux secteurs polluants a été décidé ? Bien sûr que non ! La foire aux promesses a battu son plein et a confirmé les pays du Nord, premiers pollueurs, en maîtres du monde capitaliste.

One enfumage Summit !

Un sommet de plus dans l'hypocrisie des pays riches qui n'ont pris, une fois encore, aucun engagement contraignant. La promesse de 2009, faite à Copenhague (COP15), de créer un fonds international de 100 milliards de dollars, par an, d'aide aux pays du Sud a refait surface. Comme celle, prise en 2021, de reverser 100 milliards de dollars supplémentaires issus des « tirages spéciaux », argent tiré des caisses du FMI abondées par les pays riches depuis 1969. Autre affichage : suspendre la dette d'un pays victime de catastrophes dites naturelles. Loin de la nécessaire annulation des dettes des pays en développement, dettes dont les seuls intérêts dépassent leurs budgets santé pour 62 d'entre eux. Ce serait pourtant une mesure de justice envers les pays qui contribuent si peu au basculement du climat et qui en sont les premières victimes.

Après 27 conférences mondiales sur le climat (COP), après 6 éditions de One Planet Summit, le dernier-né de la série « après nous le déluge » s'est tenu à Paris sous l'appellation « sommet pour un nouveau pacte financier » les 22 et 23 juin.



CHARMAG

Là, simple annonce de recherche de solutions pour diminuer la charge des dettes. Autre mesure envisagée : les Banques multilatérales de développement dont les actions visent « le développement technique et social des pays en développement » et dont les États sont actionnaires, ont annoncé augmenter de 200 milliards de dollars... leurs capacités de prêts (!) aux pays pauvres dans les dix prochaines années. Quelle nouveauté ! Quel cynisme !

Bien sûr aucun contrôle des flux financiers, poursuite du financement des énergies fossiles (600 milliards/an !), de l'agro-industrie, de la pêche industrielle. Pourtant lors de la crise de 2008 et de la crise covid, de l'argent fut trouvé rapidement pour soutenir les économies mondiales prêtes à s'écrouler. L'argent magique est réservé aux pays qui détiennent les cordons de la bourse et commandent l'avenir de l'humanité. Le reste, c'est du cirque pour faire diversion et détourner les regards. Or,

dans le même temps, les résistantEs à la casse du monde, à l'accaparement des biens communs (eau, terres) sont criminaliséEs, gardéEs à vue, embastilléEs voire menacéEs de dissolution. Le sommet à Paris n'est-il pas le signe d'une inquiétude face à la propagation de la résistance grandissante qui se donne les moyens d'entraver la marche capitaliste du monde ? Soulevons-nous pour défendre nos vies !

Commission nationale écologie du NPA

FLORENCE CIARAVOLA ET JEAN-CLAUDE MAMET, D'ENSEMBLE! «IL EST NÉCESSAIRE DE CONSTRUIRE UNE CONVERGENCE DES FORCES DE GAUCHE ET DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE»



Dans la situation sociale et politique que nous connaissons tous, quels sont les enjeux de ce forum ?

Dans son Assemblée générale de novembre 2022, le mouvement ENSEMBLE! s'est très clairement posé la question d'une recomposition politique globale et de son propre «dépassement». Le monde capitaliste et ses modes de domination sont de plus en plus violents, avec des États ouvertement antidémocratiques, le surgissement de nouvelles formes d'impérialismes, l'exacerbation des guerres à nos portes, la tentation d'extrême droite ou fascisante comme mode de gouvernement. Dans ce contexte, le mouvement ouvrier connaît de multiples évolutions qui bousculent nos réflexions: le travail surexploité et morcelé, la révolution féministe mondiale (accélérée par #MeToo), l'antiracisme, le refus des discriminations et l'aspiration à des droits universels, le défi écolo-climatique

comme enjeu de civilisation face à des décennies d'économie extractiviste et destructrice du monde vivant. Le syndicalisme est obligé de se remettre en question.

Les courants historiques de la gauche et de l'écologie politique antilibérales sont traversés d'interrogations, de remises en cause et de crises internes, auxquelles les courants anticapitalistes n'échappent pas. Dans quel monde vivons-nous? Comment repenser et redéfinir l'objectif révolutionnaire et autogestionnaire aujourd'hui? Il est nécessaire de se poser ces questions et d'organiser collectivement une réflexion stratégique

De quel outil politique avons-nous besoin ?

Comme militantes et militants engagés politiquement, nous apprenons d'abord de l'action collective. Nous devons participer sans vision avant-gardiste

à la construction commune des outils de lutte, syndicaux, associatifs ou citoyens. Les luttes sont en elles-mêmes très politiques, au sens fort. La participation à l'action est un ferment de débats, d'idées, d'inventions dans les modes de participation (assemblées), avec une exigence démocratique forte. Comme militantEs visant l'émancipation collective, nous portons des propositions à partager, autour de campagnes d'action. Par exemple: contre la loi Darmanin qui se prépare, agir sur la question de la santé (PLFFS), faire avancer une sécurité sociale de l'alimentation, renforcer le salaire socialisé. Mais aussi pour mettre à l'ordre du jour des exigences radicales: obtenir la gratuité des transports collectifs contre le tout «voiture», désobéir aux directives européennes qui menacent le fret ferroviaire (avec la complicité du gouvernement), construire des alternatives

Nous portons des propositions de campagnes: contre la loi Darmanin qui se prépare, sur la question de la santé (PLFFS), pour faire avancer une sécurité sociale de l'alimentation, renforcer le salaire socialisé

radicales indispensables à une écologie de rupture, agir pour une agriculture paysanne respectueuse des cycles de vie, de la biodiversité, avec des circuits courts autour des métropoles et la défense des terres fertiles. Notre participation commune aux luttes et aux outils des luttes et

nos exigences radicales doivent trouver une expression politique et un processus de construction de nouvelle force politique de gauche alternative.

Quels rapports avec les autres forces, quelles relations avec la Nupes sont possibles selon vous ?

Face à la droite, autoritaire et néolibérale, flanquée d'une menace néofasciste aux portes du pouvoir, il est absolument nécessaire de construire une convergence des forces de gauche et de l'écologie politique. La création de la Nupes, sous l'impulsion de LFI, est un élément positif même si nous avons une appréciation critique. Son échec ouvrirait un boulevard à l'extrême droite. Nous avons, avec d'autres forces, proposé d'en faire partie intégrante, pour démultiplier des assemblées populaires citoyennes sur tout le territoire. La Nupes ne doit pas se réduire à un accord électoral ou à l'action

parlementaire. Les forces de la gauche de résistance doivent se transformer en forces de l'alternative, pour convaincre l'électorat abstentionniste, remobiliser de manière pluraliste et dynamique, construire du commun avec toutes les luttes. Dans la Nupes, les réflexes d'appareil menacent. Mais nous sommes concernés par les enjeux. Nous devons agir. C'est avec ce projet partagé que nous pouvons aussi chercher le dialogue et la construction commune avec d'autres organisations en phase avec cet objectif, tout en produisant aussi nos propres perspectives.

Ainsi, construire une nouvelle force politique de gauche alternative, impliquée dans les enjeux nationaux, mais capable d'attirer des énergies nouvelles dans le monde du travail et les mobilisations, est un objectif complémentaire du rassemblement des forces politiques et sociales.

ALEXIS CUKIER, BÉA WHITAKER ET FABIEN MARCOT, DE REJOIGNONS-NOUS: «ON A BESOIN D'UNE ORGANISATION COLLECTIVE, DÉMOCRATIQUE, CONVIVIALE ET POLYVALENTE»



Dans la situation sociale et politique que nous connaissons tous, quels sont les enjeux de ce forum ?

Béa Whitaker: La dissolution des Soulèvements de la Terre, après celle du CCIF, le passage en force face au mouvement social contre la réforme des retraites, les politiques de plus en plus racistes... montrent bien l'urgence de s'organiser pour faire front contre l'autoritarisme du gouvernement et la fascisation en cours, mais aussi pour élaborer un projet politique nouveau, révolutionnaire, démocratique, internationaliste et pluraliste, porteur d'une alternative globale. Pour Rejoignons-nous, cela passe nécessairement par une nouvelle organisation politique pour donner une nouvelle impulsion. Cela fait trois ans que l'on fait des propositions à ce sujet et les choses avancent. Les discussions, notamment avec le NPA, sont très positives, et nous sommes très heureux de voir que l'annonce du forum a également rencontré un écho auprès de celles et ceux qui ne sont à l'heure actuelle dans aucun parti politique.

Pour nous, l'enjeu du forum, c'est d'abord de donner envie au plus de militantEs possible, notamment des quartiers populaires et de la nouvelle génération de mouvements sociaux écologistes, féministes et antiracistes, d'entrer dans la discussion, la construction, aux niveaux local et national. Car s'il faut rassembler les militantEs issus des organisations politiques de la gauche radicale et anticapitaliste, c'est aujourd'hui en dehors des partis que se trouvent les forces vives dont nous avons besoin pour changer les choses. Faisons passer le message à toutes celles et ceux qui voient bien que ce système mène à notre perte: nous pouvons construire ensemble un nouvel outil politique, utile, puissant,

On pourrait élaborer des campagnes autour de «Travail, écologie, féminisme», qui portent ensemble les pratiques et propositions de réduction du temps de travail, décarbonation de l'économie, décision démocratique sur les besoins, partage des activités socialement nécessaires

enthousiasmant aussi. La porte est grande ouverte: rejoignons-nous dès maintenant pour le faire!

De quel outil politique avons-nous besoin ?

Fabien Marcot: Finalement, la question de fond est: «À quoi sert une organisation politique aujourd'hui?». On a besoin d'une nouvelle organisation utile pour intervenir dans le débat public, les luttes et le champ politique de manière coordonnée, mais aussi et d'abord utile dans la vie de tous les jours. Une organisation qui nous permette de nous défendre, d'apprendre les unEs des autres, de prendre des décisions et agir sur le terrain. Pas un mouvement gazeux et vertical, ni un simple réseau de collectifs militants, mais une organisation véritablement collective, démocratique, conviviale et polyvalente, construite à égalité par toutes et tous ses membres.

Dans notre «Manifeste pour une nouvelle organisation politique révolutionnaire, démocratique

et pluraliste», nous avons fait une série de propositions. Pour résumer, nous ne voulons pas de ce qui fait l'échec et le rejet légitime des partis politiques existants: électoralisme, opportunisme, caporalisme, manque de démocratie, sectarisme, déconnexion des quartiers populaires et des réalités quotidiennes du travail, mépris des initiatives antiracistes et féministes et des expériences autogestionnaires. De manière générale, il faut trouver les mécanismes capables d'éviter en interne la reproduction des schémas de domination que l'on peut retrouver dans la société: sexisme, racisme, validisme, division inégalitaire des activités militantes... Cette organisation devra être pluraliste et unitaire et articuler toutes les dimensions de la lutte sociale et politique: solidarité concrète, autodéfense et autogestion, grèves et occupations, batailles idéologiques et institutionnelles, formation et intervention médiatique, débats stratégiques, en menant les combats aux niveaux local, national et international. Elle devra à la fois avoir une colonne vertébrale idéologique forte et se rendre perméable aux cultures politiques qui ne sont pas issues de l'histoire traditionnelle de la gauche radicale et révolutionnaire. C'est peut-être là que se situe l'enjeu principal: nous avons besoin d'une organisation du «mouvement réel», pas d'un club privé de convaincuEs.

Après le forum de dimanche à Paris, quelles perspectives pour continuer ?

Alexis Cukier: Ce sera aux participantEs du forum d'en discuter, de proposer des discussions politiques et des campagnes prioritaires. Nous proposerons, avec les autres composantes et militantEs impliqués dans la préparation, une méthode: que

le forum national fasse des propositions qui soient discutées, précisées, complétées en septembre dans des forums locaux partout où des militantEs et habitantEs veulent participer au processus. Pour Rejoignons-nous, le travail pourrait porter sur deux axes: la réflexion autour de l'organisation politique que nous voulons construire et les actions concrètes et utiles pour développer des pratiques communes. Par

exemple, pour nous un des rôles d'une organisation politique est de montrer la cohérence et la transversalité entre les luttes. On pourrait élaborer par exemple des campagnes autour de «Travail, écologie, féminisme», qui portent ensemble les pratiques et propositions de réduction du temps de travail, décarbonation de l'économie, décision démocratique sur les besoins, partage des activités socialement nécessaires...

Cela impliquerait d'abord de réfléchir à ce que veut dire «une campagne»: comment on l'élabore, comment on la fait vivre partout, comment on trouve les mots, les formats, les outils pour convaincre et permettre à chacunE de s'impliquer. Bref, les perspectives, ce n'est pas ce qui manque! Le chantier est énorme mais tout aussi nécessaire et enthousiasmant!

1 - <https://www.egalites.org>

ON CONSTRUIT L'ALTERNATIVE

FORUM NATIONAL - DIMANCHE 2 JUILLET - 9H - LA BELLEVILLOISE (PARIS)

9H : ACCUEIL

9H30-10H : PRÉSENTATION DE LA JOURNÉE / ENJEUX DU FORUM

10H-11H45 : LUTTES SOCIALES, FÉMINISTES, ANTIRACISTES, ÉCOLOGIQUES : QUELS OBSTACLES, QUELS POINTS D'APPUI POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE ?

11H30-12H45 : FACE AU SYSTÈME CAPITALISTE, PATRIARCAL, RACISTE, VALIDISTE, ÉCOCIDÉ, IMPÉRIALISTE, QUELLES PROPOSITIONS, QUELLES DÉMARCHES COLLECTIVES POUR EN SORTIR ?

14H-16H : QUELLES PERSPECTIVES ? QUEL PROCESSUS POUR AVANCER VERS UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE ?

AVEC LA PARTICIPATION DE : YOULETTE BRACHO (ENSEMBLE !), DANIELLE CHEUTON (COLLECTIF NETTOYAGE CGT), FLORENCE CIARAVOLA (ENSEMBLE !), ALEXIS CUKIER (REJOIGNONS-NOUS), MORNIA LABSSI (MILITANTE CGT ET ANTIRACISTE), JEAN-CLAUDE MAMET (ENSEMBLE !), FABIEN MARCOT (REJOIGNONS-NOUS), MONIRA MOON (BDS), ALICE PELLETIER (SYNDICALISTE MÉTALLURGIE), JEAN-FRANÇOIS PELLISSIER (ENSEMBLE), CHRISTINE POUPIN (NPA), PHILIPPE POUTOU (NPA), THÉO ROUMIER (MILITANT AUTOGESTIONNAIRE), DARIJA SABUROVA (RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE), PAULINE SÁLINGUE (NPA), OMAR SLAOUTI (MILITANT DES QUARTIERS POPULAIRES), ANZOUMANE SISSOKO (MILITANT CSP75/CISPM)... ET BEAUCOUP D'AUTRES !

WWW.FORUMALTERNATIVE.ORG | FB.COM/FORUMALTERNATIVE

EXTRÊME DROITE En Sologne et ailleurs, construire un antifascisme massif et populaire

Pierrefitte-sur-Sauldre, 800 habitantEs, 40 % de votes d'extrême droite au premier tour de la présidentielle 2022, accueillait ce 24 juin une nouvelle édition de la Fête de la Violette désormais tout à la gloire de Reconquête et de l'extrême droite identitaire qu'elle représente.

À l'initiative de plusieurs organisations, un contre-rassemblement était organisé avec l'objectif de refuser la banalisation des discours de l'extrême droite, d'installer une présence antifasciste dans l'espace public du village et de poser le premier jalon d'une riposte plus large contre l'extrême droite dans le Loir-et-Cher. Des organisations associatives, politiques, syndicales et des collectifs antifascistes de toute la région ont répondu présentEs.

Rassemblement régional

Le rassemblement, non déclaré, a finalement pu s'installer place de l'église, à un bon kilomètre de la Fête de la Violette, malgré un dispositif policier démesuré, équivalent à celui déployé lors de la récente venue de Macron à Vendôme, selon certaines sources. Le car venant d'Orléans, a par exemple, dû subir 5 contrôles de gendarmerie successifs, quadruplant son temps de trajet. Néanmoins, 170 personnes étaient réunies au pic de cette mobilisation à midi, dont le NPA fut l'organisation la plus représentée.

Sur place, des temps de discussions sur la lutte contre les idées d'extrême droite ont permis d'aborder plusieurs points essentiels, à commencer par l'imposture sociale de l'extrême droite, sans cesse dans le camp du capital, qui nécessite de faire progresser l'antifascisme sur les lieux de travail comme de vie.

Combat féministe et antiraciste

Les spécificités de la Sologne, terre de grands propriétaires et des nombreuses inégalités qui vont avec, ont aussi été abordées, ainsi que la détresse des sympathisantEs de gauche y résidant, souvent démunis de l'absence d'organisation antifasciste. Enfin, l'offensive antiféministe et anti-LGBTQIA+ de l'extrême droite a pu être décortiquée. Le Planning familial 41, l'association « Toutes des femmes » ont insisté sur l'importance de repousser hors de nos luttes les pseudoféministes d'extrême droite, notamment les transphobes.

Quelques jours après le naufrage dans les eaux grecques ayant entraîné la mort de plus de 600 migrantEs, il était indispensable de rappeler que l'extrême droite est complice de toutes les morts aux frontières, l'urgence et la nécessité de lutter contre la loi Darmanin « Asile et immigration ».

En début d'après-midi, une manifestation spontanée est partie en direction de la Fête de la Violette, rapidement stoppée par un barrage de gendarmes avec l'équipement antiémeutes. Elle a fait entendre, espérons résonner, des slogans antifas dans ce village. Le rassemblement a offert l'opportunité à des militantEs de départements, d'organisations ou sensibilités différentes, de se rencontrer, d'échanger, et surtout de débiter la construction d'un réel cadre unitaire antifasciste, à développer.

Jérôme Barbou, C. D.



Tour de France pour la santé...

SÉCURITÉ SOCIALE

Dès septembre, un Tour de France pour la santé devrait s'élancer, s'appuyant sur les mobilisations locales, pour culminer lors du vote du budget de la Sécu.

L'objectif : mobiliser personnelEs, usagerEs, syndicats, associations, mutuelles et partis, pour « arracher un budget de la Sécurité sociale pour sortir de la crise sanitaire et répondre aux besoins des populations » ! À la veille des vacances, période difficile pour le système de santé, les attaques redoublent. Bruno Le Maire a fixé le cadre. Fini le quoi qu'il en coûte du covid, il faut rembourser la dette, tailler dans les dépenses publiques, notamment dans les dépenses de santé, pour trouver 10 milliards d'euros.

Moins de sécu, plus de privé

Dans le collimateur, la Sécu, qui n'est pas financée par la dépense publique, mais par notre salaire socialisé, n'en déplaie à Bruno Le Maire. Il veut augmenter la franchise sur les médicaments, qui était déjà de 50 centimes par boîte, allonger le nombre de jours de carence pour limiter les arrêts de maladie et leur remboursement. Sans se poser la question des raisons de la hausse de ces arrêts, + 30 % en 2022 selon Bercy, pour un coût de 16 milliards d'euros ! Une étude BVA donne des pistes, avec une forte montée des arrêts liés à la santé mentale et aux situations de travail, démontrant aussi que « 58 % des salariés français ne posent pas d'arrêts de maladie alors que leur situation le nécessite ». On est loin des abus dénoncés !

Sur fond de fuite des personnelEs, car le Ségur de la santé n'a rien réglé, de filtrage des urgences embolisées, de fermeture de lits, de fermeture des maternités de proximité, de baisse du taux de remboursement des soins dentaires de 70 % à 60 %, d'attaque contre l'Aide médicale d'État (AME) des sans-papiers, notre santé est en danger ! Avec toujours moins de Sécu, et plus de

privé, pour ceux qui peuvent se payer une bonne mutuelle, ou s'abonneront à l'offre Ramsay de 20 téléconsultations médicales pour 11,90 euros par mois.

Mobiliser autour du prochain budget de la Sécurité sociale

Autour du collectif unitaire Notre Santé en Danger a germé l'idée d'un Tour de France pour la santé, après le succès du Procès des politiques de santé, et du texte unitaire « Santé nous vous accusons », porté par plus de 40 organisations. Lors du rassemblement de Lure, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, la Convergence Rail et Coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ont aussi décidé d'une mobilisation contre le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Un appel en défense du droit à la santé pour toutEs

Un appel a été adopté, il doit permettre une large convergence,

locale et nationale, pour défendre le droit à la santé pour toutEs, partout.

« Depuis de nombreuses années la situation ne cesse de se dégrader, en ville comme à l'hôpital, dans les services sociaux, les EHPADs... Notre système de santé s'effondre mettant désormais en danger la population. Des mobilisations locales importantes, associant usagerEs et personnelEs, ont lieu autour d'hôpitaux menacés comme à Carhaix, Feurs, Guingamp, Luçon, Nord-Essonne, en Dordogne... Cependant, au niveau national et face aux atteintes au droit à la santé, les mobilisations sont loin d'être à la hauteur des attaques. En octobre, le budget de la santé sera discuté à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale s'annonce une nouvelle fois sous le signe du mépris et de l'austérité. Nous lançons un appel à développer les mobilisations autour de la santé, du social, du médico-social et de la Sécurité sociale, et à les faire converger pour arracher enfin un

budget à la hauteur des besoins des usagerEs et des personnelEs ». « Le Tour de France pour la Santé se construira localement avec les organisations, collectifs et comités engagés. À chaque étape, les organisations locales présentes définiront ce sur quoi elles souhaitent s'exprimer : défense de la Sécurité sociale, défense des maternités, des urgences, lutte contre les déserts médicaux et les fermetures de lits, accès aux soins, accès aux médicaments, besoins en personnelEs et revalorisation des salaires, en EHPAD ou à l'hôpital public, à domicile, en Foyer de l'enfance, défense d'un Centre de santé, d'un Centre de consultation en soins psychiques, défense de l'Aide médicale d'État, temps de travail des internes, conditions de formation et salaire pour les étudiantEs en travail social ou en santé... [...] Elles attribueront leur carton rouge au gouvernement, à un ministre, un directeur d'ARS... [...] Elles apporteront leurs contributions au Cahier de revendications nationales : mode de financement, gouvernance, prévention, participation des usagerEs. [...] Nous soumettons aussi à la discussion pour prolonger les initiatives locales, la proposition d'une mobilisation nationale unitaire d'ampleur pour faire entendre nos exigences lors du débat parlementaire et du vote du budget ».

Le Tour de France pour la santé sera présent à l'Université d'été des mouvements sociaux, prépare une initiative de lancement le 11 septembre. Plus d'une dizaine d'organisations ou collectifs locaux se sont déjà inscrits dans la démarche. Le Tour de France pour la Santé doit grandir pour faire de la santé, du budget de la Sécu l'affaire politique de toutEs. **Frank Prouhet**

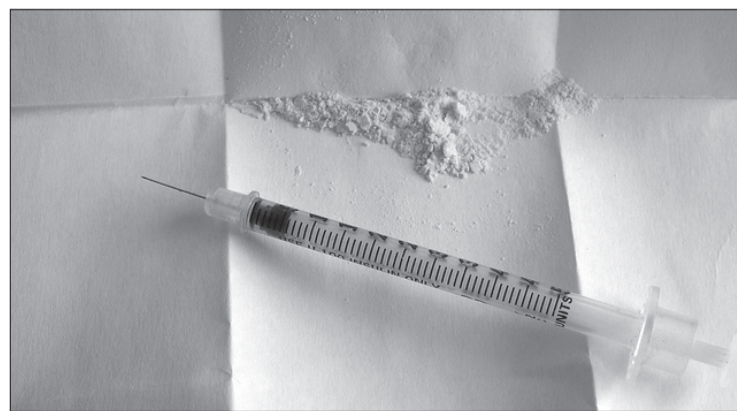


POLITIQUES DES DROGUES

Où est passé le ministère de la Santé ?

En déplacement à Marseille cette semaine, Macron fait ce qu'il sait faire le mieux : de la politique spectacle, en particulier sur la politique des drogues, vue comme d'habitude sous un angle uniquement répressif.

Constatant l'échec de l'AFD (amende forfaitaire délictuelle), le pouvoir macroniste en rajoute une couche. Le taux de recouvrement de cette amende, qui frappe en priorité les jeunes, les étrangerEs et les précaires, est particulièrement mauvais ! Macron a la solution : équiper les flics de terminaux de paiement en carte bleue pour inciter les usagerEs à régler l'amende sur le champ. Cerise sur le gâteau, il sera également possible de régler en espèces l'amende de 200 euros, avec toutes les dérives qu'on peut imaginer... Le grand absent de la séquence, c'est le ministère de la Santé, qui a définitivement abandonné la politique des drogues au ministère de l'Intérieur, comme s'il ne s'agissait pas d'abord d'un problème de santé publique.



Mobilisation des acteurs de la réduction des risques

Pendant ce temps les acteurEs culturels et associatifs marseillais et les professionnelEs du secteur de l'addictologie se mobilisent via une tribune dans *Libération* pour réclamer l'ouverture d'une

HSA (Halte soins addictologie) à Marseille. Une urgence, au vu de la multiplication des scènes ouvertes où les usagerEs s'injectent dans des conditions déplorables.

Au niveau national, c'est un « Collectif pour une nouvelle

politique des drogues », réunissant acteurEs de la réduction des risques, LDH et Syndicat de la magistrature qui vient de déposer une proposition de loi visant à la dépénalisation de l'usage des drogues, disponible à signature sur le site de l'Assemblée nationale. Une initiative à soutenir même si, comme pour la dissolution de la BRAV-M, elle a peu de chances d'aboutir.

Il est en effet temps de changer de logiciel et de passer de la vision répressive qui prévaut depuis la loi de 1970 à une véritable politique de réduction des risques qui permette d'articuler prévention, accès au soin et déstigmatisation des usagerEs, dans le pays d'Europe qui présente le nombre d'usagerEs le plus important, en premier lieu pour le cannabis.

Alex Bachman

ÉDUCATION **ASEM Rennes : la lutte a payé !**

Les 250 agentEs spécialisés des écoles maternelles (Asem) de la ville de Rennes viennent d'obtenir le recul de la mairie quant au projet de réorganisation de leur intervention dans les écoles.

Les ASEM constituent un corps professionnel connu de toutes et de tous, pourtant, leur métier est mal connu de la population, y compris des parents d'élèves, et surtout très mal reconnu par leurs employeurs, les mairies. Ainsi, la ville de Rennes, après s'en être prise, les mois derniers, à l'organisation du travail dans les piscines et les bibliothèques, provoquant des conflits longs et difficiles, s'est attaquée cette fois au fonctionnement du service de remplacement des ASEM. Les éluEs en charge du dossier ont prétendu supprimer le pool de remplacement des absences courtes, annonçant sans vergogne que pour remplir leur mission « on ferajouer la solidarité à l'intérieur d'un même établissement ».

Grève !

La colère s'est très rapidement exprimée à l'annonce du projet de la mairie, et l'assemblée générale des ASEM, soutenue par une très large intersyndicale (CFDT, FO, Sud, Solidaires, CGT et Unsa) et par les enseignantEs, a décidé de faire grève les mardis et jeudis jusqu'à satisfaction. Cela a



NPA

entraîné, depuis la fin du mois de mai, de fortes perturbations dans les écoles de Rennes, provoquant la désorganisation des services de cantine et de garderie. Faisant suite au long mouvement contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, au cours duquel les grèves furent plutôt bien suivies dans ce secteur, le « mouvement social des ASEM dans les écoles » (comme l'a désigné la presse locale) a rapidement concerné

les parents d'élèves, très impactés dans leur vie quotidienne.

Les parents d'élèves...

Sans doute la maire de Rennes et sa majorité de « gauche » (PS, EÉLV, PCF, Générations) espéraient-elles que le mécontentement des parents entraînerait l'isolement et l'impopularité des grévistes ? Mais cela ne s'est pas passé ainsi : au contraire, dès le départ, les parents d'élèves et les

enseignantEs ont soutenu le mouvement et se sont adressés publiquement, et sans ambiguïté, à la mairie, la rendant explicitement responsable des perturbations des services de cantine et de garderie (vraiment turbulents, les parents rennais, qui sont également très investiEs dans les occupations d'écoles pour loger les enfants de migrantEs à la rue!).

Le rapport de forces a basculé le 15 juin. Alors qu'environ 150 personnes (parents d'élèves, syndicalistes, ASEM) s'étaient donné rendez-vous à midi pour un pique-nique, une centaine d'entre eux ont envahi la mairie pour se faire entendre, et se sont installés à quelques mètres du bureau de Nathalie Appéré, la maire de la ville.

La maire et ses adjointEs n'ont eu alors d'autre issue que de proposer la suspension du projet, moyennant la fin de la grève, s'engageant à repartir de l'existant et à ouvrir des discussions avec les ASEM et leurs organisations syndicales. Une belle victoire mais... connaissant l'équipe municipale de Rennes, la vigilance sera de mise à la rentrée!

CorrespondantE

LGBTI **Depuis dix ans, mariage pour toutEs ! Depuis toujours, violences pour toutEs !**

Comme tous les ans, les Prides ont été massives. Certaines villes ont vu leur première pride cette année. La Marche des fiertés parisienne organisée par l'InterLGBT a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes, bien plus que les 56 000 annoncées par la police ce samedi 24 juin.

La marche parisienne a commencé place de la Nation pour finir place de la République en passant par Bastille. Si le magazine *Têtu* assurait que « les cortèges sponsorisés ne pourront pas donner cette année plus de 30% de leur espace à la communication d'entreprise », le pinkwashing et l'hypocrisie des grands groupes capitalistes était bien présente, elle. Là où certainEs demandent à ne pas voir de politique à la Pride, iels ne voient pas où est le problème à ce que L'Oréal et autres soient présents.

Une Pride écoresponsable

L'organisation a fait cette année le choix de supprimer les « chars » dans une démarche « écoresponsable ». Choix politique louable mais de fait polémique et décrié car limitant le côté festif pour commencer. L'un des autres objectifs de cette suppression était de mettre tout le monde sur un pied d'égalité, intention assez louable qui aurait pu être mise en œuvre autrement. En pratique, cela a provoqué l'effet inverse pour les petites associations, partis comme le nôtre qui n'ont pas de quoi se payer des installations ou autres, renforçant de ce fait ce que l'interLGBT voulait éviter. Cette année a été l'occasion de célébrer l'anniversaire des 10 ans du mariage pour touTEs. Si le mot d'ordre de cette année à la Marche



La Marche des fiertés à Paris le 24 juin 2023. NPA

des fiertés parisienne célèbre ce droit acquis il y a dix ans dans la souffrance, il est aussi un rappel que les violences sont toujours présentes. Nos fiertés sont politiques, et elles l'ont toujours été.

Hausse des agressions LGBTIphobes

L'objectif étant d'avoir une marche festive tout en ayant un mot d'ordre à la tonalité « offensive » par rapport au contexte actuel de montée de LGBTIphobie et en particulier de transphobie.

SOS Homophobie compte une augmentation des agressions LGBTIphobes, et notamment transphobes cette année encore. Le centre LGBT+ de Tours a été attaqué par un engin explosif, celui de Saint-Denis de la Réunion a été incendié cette année.

Si la crise civilisationnelle du mariage pour touTEs a fini par passer chez les conservateurs et autres réactionnaires, iels ont trouvé leur nouvelle panique morale : les personnes trans. De plus en plus de discours de haine

transphobes se font entendre en France s'inspirant des États-Unis. Le gouvernement de Macron ne prenant aucune mesure, bien entendu.

Dans un contexte de montée de l'extrême droite en France et partout dans le monde, nous souhaitons rappeler haut et fort que l'extrême droite est et reste la pire ennemie des LGBTI. C'est pourquoi nous devons lutter pour garder nos droits et en obtenir de nouveaux.

Commission LGBTI du NPA

SALAIRES **Ikea, le « social » en kit**

Le 20 juin, l'ensemble des sites Ikea était en grève dans le cadre des NAO (négociations annuelles obligatoires sur les salaires).

Le « modèle » Ikea, ce sont d'un côté 3,7 milliards d'euros de chiffres d'affaires, 250 millions d'euros de profits net en mai 2023, 22 milliards d'excédent de trésorerie et 189 millions d'euros de dividendes aux actionnaires.

Les cadres dirigeants, eux, s'octroient des salaires jusqu'au double de leur grille, au triple pour le directeur général et le DRH...

De nombreux cadeaux fiscaux et autres exonérations sont faites aux actionnaires. Et Ikea est un « moteur » de l'inflation avec une hausse de ses prix de 27 %.



WIKIMEDIA COMMONS

Un modèle d'un autre temps

Le « modèle » Ikea, ce sont d'un autre côté des congés payés supprimés et des repos compensateurs non payés, des droits au compte épargne temps retirés, la polyvalence étendue, la flexibilité et le travail les jours fériés, les nuits et le dimanche, des externalisations et délocalisations.

Ce sont deux ans de perte de pouvoir d'achat pour les employéEs et agentEs de maîtrise, de plus en plus proches du Smic pour les 4 premiers niveaux. Sans compter les diminutions d'effectifs et le non-remplacement des salariéEs malades ; des conditions de travail d'un autre temps (tire-palettes manuels). Cette méthode, souvent montrée en exemple aux autres groupes et qualifiée par les salariéEs de « stratégie de profiteurs de guerre », a permis au groupe d'accroître cette année encore le chiffre d'affaires colossal de l'année précédente.

Mouvement de grève intersyndical

Les salariéEs refusent cette injustice qui voit les actionnaires et dirigeants accumuler les richesses et s'assurer des rémunérations plus que confortables alors qu'eux-mêmes s'appauvrissent et n'ont que quelques miettes (revalorisation de salaire inférieure au Smic).

Un mouvement de grève intersyndical (CGT, FO, CFDT, UNSA, CFE-CGC) a donc été déclenché pour faire pression sur les « négociations » qui, plus encore que les années précédentes, se révèlent une arnaque au seul bénéfice des capitalistes.

MobiliséEs dans l'unité, ils et elles exigent 250 euros de plus par mois et une amélioration de leurs conditions de travail.

Leur grève vise à imposer un rapport de forces, seul capable de peser efficacement sur les NAO. Car de l'avis d'un représentant CGT du magasin de Marseille-La Valentine, « il ne peut pas y avoir de dialogue social entre ceux qui engrangent les richesses et celles et ceux qui les produisent ».

Correspondant

Retrouvez l'actualité des luttes, les analyses anticapitalistes et les positions du NPA sur :



<http://lanticapitaliste.org>
<http://nouveaupartianticapitaliste.org>



Les comités en action!

Projection-débat Encore la colère, cette fois à Strasbourg. Près de 200 personnes ont assisté le 22 juin à la projection du film en la présence de Philippe. Nous avons pu mesurer l'enthousiasme de la salle par les nombreuses réactions à certains moments du film. Le débat qui a suivi fut riche et intéressant: que ce soit sur la lutte des Ford Blanquefort elle-même ou sur celle des retraites et les suites nécessaires à y donner, ainsi que sur les perspectives politiques à construire pour mettre à bas cette société capitaliste. Une délégation de salariéEs de Punch, que Philippe avait déjà rencontrée, a partagé son expérience de lutte. Philippe a pu mettre en avant des perspectives anticapitalistes dans la période actuelle, l'illustrant par la lutte que lui et ses camarades de la CGT Blanquefort ont menée. L'ambiance était si chaleureuse et les attentes politiques des personnes présentes vis-à-vis de Philippe si fortes que le débat a duré plus d'une heure après la fin de la projection. Une belle soirée, qui montre tout le potentiel de la séquence de lutte contre la réforme des retraites en termes de construction de perspective politique.

CorrespondantEs



NPA

Angoulême La fête anticapitaliste du NPA a fait le plein: mille mercis!

Le samedi 24 juin, le NPA organisait, pour la première fois, une fête. Le comité NPA de Charente s'est largement renforcé en participant activement aux luttes contre la réforme des retraites, les mégabassines, l'extrême droite, les LGBTIphobies, les violences policières... en défendant une ligne unitaire et radicale.

Avec de nouvelles et nouveaux militantEs, nous voulions un moment mêlant formation politique, tribune de lutte, gastronomie et fête. Ce fut un véritable succès: environ 250 personnes sont venues, qui pour le débat, qui pour le loto, le meeting ou les concerts. Au-delà de nos espérances!

Devant une cinquantaine de personnes, Miya Lambre du NPA 16 est intervenue pour rappeler les derniers actes de l'extrême droite dans notre région la création d'un collectif unitaire antifasciste. Puis Julien Salingue, de la direction du NPA, a décrit ce qu'est le fascisme, et le risque qu'il arrive au pouvoir.

Avant le meeting, le loto anticapitaliste comportait des lots rigolos et quelques clins d'œil: un gilet jaune et un vinyle de Moustaki. Devant 120 personnes, Marie-Line, du collectif Baobab, est intervenue au sujet d'Alhoussein Camara, jeune de 19 ans, tué par la police à Angoulême il y a une semaine, alors qu'il allait travailler. Puis un camarade des Soulèvements de la Terre a pris la parole pour dénoncer la dissolution du collectif. Nous rappelons notre totale solidarité.

Le meeting s'est poursuivi avec une intervention d'Enora Le Guillou et Alexandre Ragué du NPA ont rappelé les différentes activités du comité et invité à rejoindre le NPA. Puis Philippe Poutou a insisté sur le besoin de nous rassembler pour lutter, de construire une organisation qui porte une perspective anticapitaliste et révolutionnaire.

Enfin, les DJ sets nous ont fait danser jusqu'à tard dans la nuit. Merci à TheoPTDR, AnaïsCamprockk et Djoudino pour la superbe ambiance!

Le NPA Charente (16)



NPA

Rencontres internationales jeunes (RIJ), une expérience militante qui dépasse les frontières!

Pour sa 38^e édition, le camp jeune de la Quatrième Internationale aura lieu du 22 au 29 juillet en France, près de Moulins, avec des militantEs révolutionnaires de plusieurs pays. Ce camp est un cadre privilégié pour répondre en partie à la nécessité de s'organiser au niveau international: tisser des liens, réfléchir collectivement à la riposte, c'est tenter de se donner les moyens face à l'urgence de la situation. Une urgence sociale, écologiste, féministe, démocratique.

Avec comme arrière-plan une crise économique qui fait suite à la pandémie et à la guerre en Ukraine, les conséquences de la crise climatique ne sont plus à prouver et deviennent visibles pour toutEs et partout. Pourtant, les ultras-riches continuent de détruire la planète: grands projets inutiles, jets privés, industries polluantes...

Écologie, réponses autoritaires et extrême droite

Alors qu'elles sont plus que nécessaires, les mobilisations écologistes entrent en confrontation



directe avec les intérêts capitalistes. Prenons l'exemple de la crise de l'eau, préoccupation centrale des

luttés écologistes. En France, la mobilisation contre les mégabassines à Sainte-Soline a été violemment réprimée et trois mois plus tard, les Soulèvements de la Terre sont dissous par Darmanin. Mais encore, la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires doit être prise au sérieux. En Hongrie, au Brésil, aux États-Unis, en Italie, en France et ailleurs, c'est notamment les réponses autoritaires et les violences racistes, sexistes et LGBTI qui progressent. L'interdiction de l'IVG dans 13 États aux États-Unis tout comme les campagnes anti-avortement sur

les vélos à Lyon et Paris sont des exemples de ce qu'est l'extrême droite: notre ennemie mortelle. Dans ce contexte de crise globale du capitalisme, nous avons besoin de discuter avec des militantEs du monde entier, de s'organiser à l'échelle internationale. Jeunes révolutionnaires, nous devons tracer un autre avenir que celui que nous promet le système capitaliste! Nos luttes n'ont pas de frontières et les RIJ sont la mise en pratique de cette conviction.

Pour s'inscrire aux RIJ (ouvert à toutEs les jeunes, militantEs ou non): jeunes@nouveau-partianticapitaliste.org

Anniversaire

«Les Serret»: un syndicalisme pour changer le monde

À l'occasion du 80^e anniversaire de la disparition de Gilles Serret, la FSU et la CGT ont étroitement collaboré pour organiser un colloque le samedi 8 juillet au Teil en Ardèche (07). Il témoigne de leur engagement commun, tout comme la bataille actuelle pour les retraites. Il vise à commémorer la tragique disparition de Gilbert Serret et à mettre en lumière l'importance de l'ancrage du syndicalisme enseignant dans le mouvement ouvrier.

Gilbert Serret (1902-1943) et France Serret, née Dérouret (1900-1979), «Les Serret», ont consacré toute leur carrière d'instituteurs au sud de l'Ardèche. Gilbert a dirigé la Fédération unitaire de l'enseignement, tandis que France a joué un rôle clé dans la création des groupes féministes de la fédération et militait pour une pédagogie alternative et plus active. Ensemble, ils se sont engagés dans tous les combats antifascistes, anticoloniaux et pacifistes de l'entre-deux-guerres.

Militants internationalistes

Le parcours et les combats de Gilbert Serret illustrent et démontrent son engagement constant en faveur du monde ouvrier. Syndicaliste avant tout, il refusa que la CGT-U soit la courroie de transmission du PCF et avec l'ensemble de la direction de la Fédération de l'enseignement, mena ce combat contre ses liquidateurs. Que ce soit à travers les grèves locales et les mouvements sociaux en Ardèche, la construction des structures syndicales au niveau fédéral pour la FUE, ou encore son implication dans l'UL CGT du Teil, il a toujours été en première ligne. De même, il a participé activement aux luttes internationalistes. Il fut même convoqué à Moscou au côté de Aulas, Dommanget et Cornec par l'Internationale syndicale rouge qui leur fit savoir en route qu'elle ne voulait plus les recevoir. Trotski lui-même faillit vivre à Saint-Montant chez «les Serret», ce fut le préfet qui s'y opposa arguant que le logement était dans l'école publique du village.

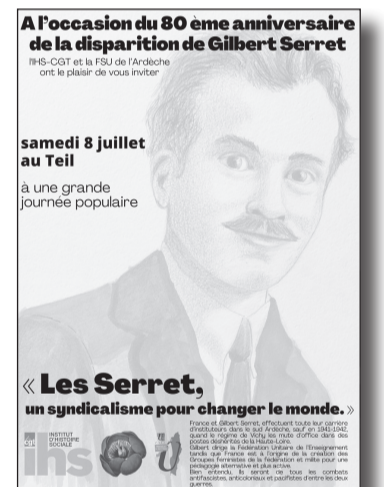
Cette journée mémorielle consacrée aux Serret revêt une importance cruciale. Elle permet de mettre en évidence le fait que les syndicalistes révolutionnaires et les voix dissidentes ont été effacées de

l'histoire par la majorité écrasante du PCF à la Libération.

Effacer les critiques envers l'Union soviétique

Les stalinienEs ont tout fait pour invisibiliser et faire disparaître de la mémoire collective tous les militants qui osaient émettre des critiques sur le parti, sur le lien entre le PCF et le syndicat, ou encore sur l'Union soviétique. Or, il est essentiel de se souvenir que nos instituteurs ardéchois syndicalistes révolutionnaires ont participé à façonner l'enseignement

et ont joué un rôle clé dans le mouvement syndical et social en Ardèche. Gilbert Serret lui-même a été mandaté à deux reprises pour représenter le mouvement syndical au congrès confédéral, prononçant des discours marquants en faveur de l'indépendance syndicale, de la démocratie. Ces discours demeurent une référence pour tous les syndicalistes. Aujourd'hui, il est crucial de reconstruire rapidement cette mémoire, en la rendant accessible à toutEs et en s'inscrivant comme les continuateurs de ces militants au sein de nos pratiques



syndicales quotidiennes et de nos organisations.

Comité NPA 07-26

Plus d'info sur: <https://fsu07.fsu.fr/gilbert-serret-instituteur-et-syndicaliste-davant-guerre/>

Vie du NPA

Éducation nationale: reprendre par le milieu

Le week-end des 16 et 17 juin, le NPA organisait des rencontres nationales de l'Éducation nationale, une première depuis 2015.

Trente personnes ont discuté et élaboré ensemble sur notre activité politique, syndicale et pédagogique.

En commençant par un bilan d'étape sur la mobilisation des retraites. Si les personnelEs se sont emparés des dates de grève générale, la grève reconductible n'a pas pris, en particulier dans notre secteur. L'unité de l'intersyndicale a été un élément clé dans le déclenchement de la grève (y compris lorsqu'elle a appelé à bloquer le pays autour du 7 mars), mais la faiblesse de l'auto-organisation (assemblée générale, cortège d'établissement en manifestation) a été une limite pour

dépasser les rythmes nationaux. À moins que ceux-ci aient convenu à la majorité des personnelEs, ce qui expliquerait son faible intérêt pour les cadres d'auto-organisation.

Renouveau de la pensée syndicale, politique et pédagogique

Nous avons fait un tour d'horizon des syndicats dans lesquels les militantEs du NPA interviennent: FSU, SUD éducation et CGT éducation. Et réamorcé la discussion collective sur nos interventions. Que représente l'école pour le système capitaliste et de quelle manière est-elle utilisée pour mater et contenir la jeunesse? Elle est en première instance un outil de l'État au service du patronat (la «garderie du Medef», dont le gouvernement Macron a souvent usé), mais aussi de transmission de l'idéologie dominante, en matière notamment de genre, LGBTI+phobie, racisme, islamophobie... Elle est aussi un outil de reproduction sociale qui

doit légitimer l'ordre existant (grâce à la méritocratie). Ainsi, nous avons abordé l'école dans le système libéral post-industriel actuel et les enjeux des réformes Macron/Blanquer.

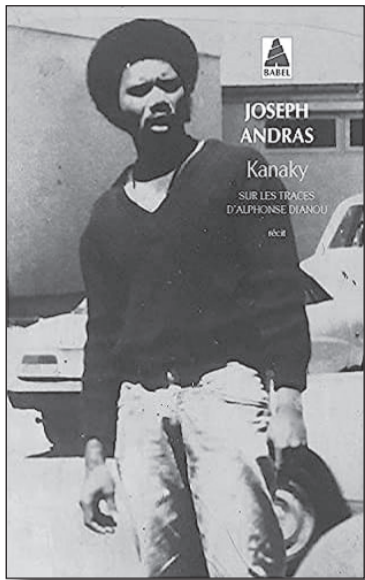
Sur les grands courants pédagogiques, il y avait bien longtemps que le NPA n'avait pas organisé un atelier de réflexion. La discussion fut riche et éclairante: nous n'attendons pas le Grand Soir pour mettre en œuvre dans nos classes des pratiques collaboratives et émancipatrices pour les jeunes.

Il a aussi été question de la place des personnelEs de l'Éducation nationale: quel point d'appui, voire locomotive, peuvent-ils être dans les luttes?

Une équipe d'animation (paritaire) de 14 membres a été désignée, avec l'objectif de mener les activités habituelles de notre commission (articles, vidéos, atelier à l'Université d'été), et de construire un collectif intellectuel et militant.

Raphaël Greggan

Histoire



Kanaky, sur les traces d'Alphonse Dianou, de Joseph Andras

Éditions Actes Sud/Babel, format poche, 2020, 304 pages, 9,20 euros

on s'attache très fortement à ces personnes, ces révoltés, ces combattants. Autant de récits à lire.

Alphonse Dianou, militant kanak, assassiné par l'armée française en 1988

Ici il s'agit d'Alphonse Dianou, un jeune militant kanak, assassiné par l'armée française en 1988. On ne connaissait pas forcément son nom mais on connaissait l'évènement : la prise d'otage de gendarmes français par des Kanak indépendantistes dans la grotte d'Ouvéa. Ça s'est terminé par un massacre (un de plus). L'État français, en pleine période d'élection présidentielle, Chirac, et Mitterrand aussi, faisant le choix de régler la situation violemment, froidement, en véritable machine raciste et coloniale, tuant ainsi 11 militants kanak. Même si certains, y compris dans l'armée avait tenté la solution pacifique, ce que raconte le livre. Ce drame débouchera d'ailleurs sur les accords de Matignon puis de Nouméa qui mettront en place le processus de référendum dont le dernier a eu lieu en 2022, ne réglant en rien la situation, repoussant toujours plus la seule issue souhaitable et raisonnable, celle de l'indépendance de la Kanaky.

Journaux et livres de 1988

Pour nous raconter 1988 et nous parler d'Alphonse, l'auteur est donc parti, 30 ans après les faits, sur les lieux du crime, en Kanaky-Nouvelle Calédonie. Il retrace son enquête et nous raconte en même temps cette histoire, le déroulé des événements, précisément. Et il nous parle d'Alphonse, de ses camarades de luttes, de leur combat indépendantiste, de leurs idées, de leurs espoirs, pour leur émancipation, pour leur dignité. Il y a des données officielles des événements à partir des journaux de l'époque ou des livres écrits par les protagonistes du pouvoir de l'époque, les entourages de Chirac (Premier ministre) et Mitterrand (président). Et surtout il y a les témoignages, les souvenirs, des proches d'Alphonse, de sa famille, de ses amis, de ses camarades.

Version officielle et version des opprimés

Cette histoire nous est racontée scrupuleusement, avec comme un parallèle entre une version officielle, celle de l'opresseur et une version « vraie » celle des opprimés révoltés. En fait, c'est l'histoire du colonialisme français, peut-être à ce jour le dernier fait de

guerre coloniale, dans ces années de lutte intense du peuple kanak pour sa liberté. En effet durant les années 1980, les indépendantistes kanak multiplient les actions pour leur autonomie. Le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) avec Jean-Marie Djibaou fait l'actualité politique. En janvier 1985, au cours d'une émeute, ce sont deux militants dirigeants qui sont assassinés (exécutés) par l'armée française, Éloi Machoro et Marcel Nonnaro. On suit donc le parcours d'Alphonse, dans cette période de bataille, les jours qui précèdent l'action de revendication qui ne va pas tourner comme prévu, et aussi quasiment heure par heure son dénouement jusqu'au drame. Les témoignages des « survivants » ou des générations suivantes nous font revivre avec force la réalité de l'oppression quotidienne, du colonialisme, du racisme, de la violence de cette domination qui dénie tout droit au peuple kanak, et ce depuis plus de 150 ans. C'est émouvant et révoltant. Ce livre est un bel hommage à Alphonse, à ses camarades, à ce peuple qui lutte encore aujourd'hui pour son indépendance.

Philippe Poutou

Joseph Andras multiplie les récits sur la vie de personnages plus ou moins connus. À partir d'eux, qui revivent le temps de la lecture d'un livre, ce sont des périodes ou des moments historiques qu'il nous raconte. Le point commun, c'est l'oppression, la répression, la guerre mais la guerre de classe.

Que ce soit le révolutionnaire Camille Desmoulins, avec Danton et Robespierre, durant les quelques mois intenses de l'an 4 de la révolution française), le jeune Hô Chi Minh, comme un mystère à Paris, déjà en lutte décoloniale indochinoise dans les années 1920, l'ouvrier communiste « français » Fernand Yveton qui choisit le camp du peuple algérien (pendant la guerre d'Algérie), à chaque fois,

Critique

De Monsieur Rey, pédagogue

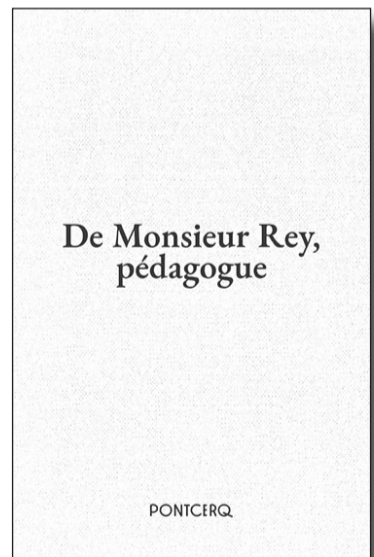
Éditions Pontcerq, 2023, 60 pages, 0 euro.

Après un précédent opus édité par Pontcerq¹ traitant de la pédagogie par compétences, l'éditeur-auteur-agitateur revient à la charge, sous la forme, cette fois, d'un pavé dans la mare des sciences de l'éducation².

Monsieur Rey

À la base, il s'agit du tour de passe-passe des tenants de la pédagogie par compétences, qui font jouer les universitaires des sciences de l'éducation — monsieur Rey ici en pointe avancée — pour mystifier les différents acteurs et actrices du système scolaire, à commencer par les enseignantEs. La ficelle — plus c'est gros plus ça passe! — c'est de substituer à la « compétence », bien connue des milieux libéraux (la mauvaise compétence, donc), une compétence vertueuse, d'essence pédagogique cette fois, qui n'aurait de commun avec l'autre, la mauvaise, que le nom. Il s'agirait simplement de polysémie, que monsieur Rey nous révèle, via une démonstration implacable. Il se montre aussi radicalement critique de la mauvaise compétence — la libérale — que promoteur de la bonne compétence — la pédagogique.

Légitimé par la science, fût-elle science de l'éducation — ici bien proche de l'inspection générale! — notre bon monsieur Rey est celui par qui doit passer la pilule, faisant admettre au sein d'un corps



enseignant sceptique, voire critique, un nouvel objet politique — la pédagogie par compétences — en masquant sa qualité intrinsèque de cheval de Troie libéral.

La controverse

Le propos de Pontcerq se construit en référence à la controverse ayant opposé Pascal à un certain Escobar, jésuite de Valladolid friand en son temps de l'usage, employé à l'envi par nos « scientifiques », de l'auto-justification : citation des travaux de ses proches, voire autocitation — très en vogue dans ces milieux! La vigueur de la critique, qui se proclame volontiers pamphlet, espère enclencher une prise de conscience, la mise en mouvement

d'une opposition au rouleau compresseur libéral incarné par la pédagogie par compétences. Se plaçant sur le terrain de la controverse, Pontcerq veut provoquer le débat. Alors il faudrait bien que les tenants de la pédagogie par compétences acceptent la discussion et abandonnent, pour cela, leur posture et leurs arguments d'autorité.

Vincent Gibelin

1 — Voir L'Anticapitaliste n°633 du 18 octobre 2022, V. Gibelin, « De la faiblesse de l'esprit critique envisagé comme "compétence" ».

2 — <https://www.pontcerq.fr/livres/de-monsieur-rey-pedagogue/>

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

L'Anticapitaliste la revue

Le n°147 bientôt disponible

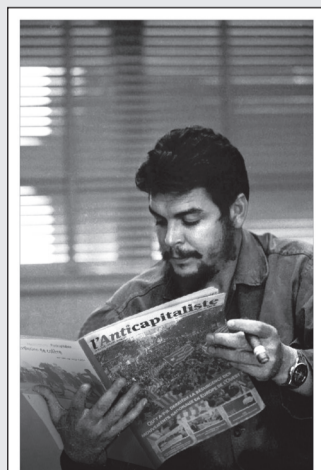


Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 € à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

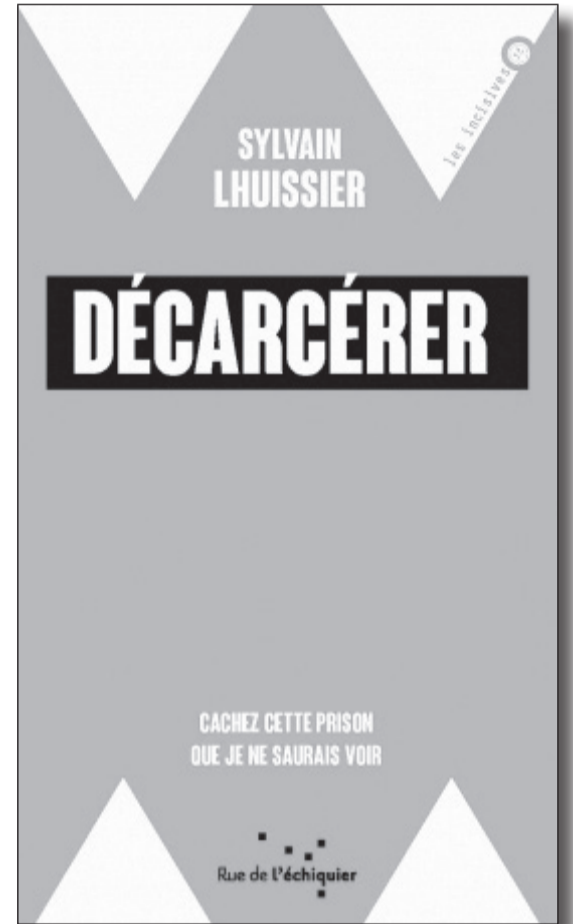


Essai

Décarcérer, de Sylvain Lhuissier

Éditions Rue de l'échiquier, 2022, 96 pages, 11 euros

Sylvain Lhuissier réussit le tour de force de concentrer, en moins de 100 pages, un argumentaire complet pour comprendre ce qui ne va pas dans le système carcéral en France et pour proposer des solutions concrètes pour résoudre le problème!



Déconstruction...

Le petit ouvrage, d'une lecture aisée et dynamique, procède avec méthode à la déconstruction des idées reçues, des poncifs, au fil d'un repas de famille imaginaire mais ô combien crédible : « La prison c'est le Club Med », « La prison, c'est fait pour les criminels », « Il faut bien qu'ils paient pour ce qu'ils ont fait ». Après avoir pointé l'ignorance — notre lot quotidien — qui préside à ces élocubrations, l'auteur démonte systématiquement les affirmations fantaisistes et nous livre une description précise des conditions d'incarcération des détenus dans ce pays, des conditions de vie et de travail des personnes qui doivent purger leur peine.

Il interroge également l'efficacité du système, l'objectif affirmé étant a priori la réinsertion des détenus. Plus, il montre en quoi et comment la détention produit le résultat exactement inverse à la perspective affichée par les discours officiels. En effet, le déclassement social et la récidive sont le lot de la plus grande part des libérés.

Décarcérer!

« Que proposez-vous de mieux? » La question qui tue, au moment du fromage, ne laisse pas notre auteur sans voix. Il fait l'inventaire des solutions à la surpopulation carcérale, qui sont connues et très simples à mettre en œuvre (la preuve, en deux mois, la population carcérale a baissé de plus de 8000 personnes... à l'occasion de la crise sanitaire et du confinement Covid).

Au-delà, il énonce un certain nombre de propositions pour changer la place de la prison dans l'univers judiciaire français, et même dans l'imaginaire de la population, pour faire en sorte que l'incarcération cesse d'être la peine référence du système.

La volonté de Sylvain Lhuissier d'élargir le débat est salutaire, au sens où il affirme que décarcérer passera par la définition d'un autre projet de société. Dommage qu'il contienne son ambition à la réforme de la politique carcérale, et qu'il n'aille ni jusqu'à remettre en cause l'existence de la prison, ni vraiment jusqu'à la contestation de l'ordre social qui est responsable de la misère matérielle et morale de la population.

Claude Moro

Lire aussi le dossier « Que fait la prison? et comment s'en passer », L'Anticapitaliste n°667, 22 juin 2023, pages 6-7.

SOUDAN « Pendant la guerre actuelle, il y a beaucoup moins d'espace possible pour les comités de résistance par rapport à avant »

Peux-tu nous faire un bref rappel sur l'émergence de l'Association des professionnels soudanais (APS) et des comités de résistance (CR) ?

Le contexte et le moment de création de l'APS et des CR sont différents. Par ailleurs, en termes de composition, l'APS a été formée principalement comme une fédération d'associations de professionnels qui, s'ils n'étaient pas l'expression de partis politiques, avaient déjà une formation et une conscience politiques développées. Le critère de formation est aussi différent : pour l'APS, il s'agit de la qualification professionnelle (diverses catégories), donc plus proche de la forme syndicale, et transversale (non localisée). Pour le CR, c'est la localisation et l'attachement à un quartier où l'on réside qui comptent.

Peu à peu les comités de résistance ont pris leur distance vis-à-vis de l'APS ?

Cela s'est passé de manière graduelle. La première étape a été pendant le sit-in du quartier général de l'armée (qui commence le 6 avril 2019, se poursuit après la chute d'Omar al-Bechir le 11 avril jusqu'à sa dissolution par le massacre du 3 juin 2019). L'APS avait deux options : soit rester plus proche de la base et de ses demandes, soit rejoindre les négociations entre le Conseil militaire et les Forces de la liberté et du changement (FLC), et c'est à partir de là que la base, les CR, ont commencé à prendre leurs distances, à comprendre qu'ils devaient compter sur leurs propres forces et se coordonner — d'ici naît l'idée d'avoir une coordination des CR, autonome de l'APS. Un exemple de cette prise de distance des CR par rapport à l'APS (avec laquelle ils étaient coordonnés depuis le début de l'insurrection en décembre 2018) : après le massacre du sit-in le 3 juin 2019, les CR appellent à une désobéissance civile continue, mais trois jours plus tard, les FLC, soutenues par l'APS, veulent y mettre fin, arguant qu'il n'y a pas les forces pour continuer, mais les CR considèrent que c'est plutôt pour reprendre leur place à la table des négociations et ils y voient une trahison.

Les comités de résistance ont eu plusieurs fonctions selon la situation politique du pays ?

Dans la première période (2019), la plupart des activités en soutien aux gens des quartiers étaient mises en place. Dans la période de la pandémie, surtout dans la phase de confinement et jusqu'à juin 2020, les CR ont été très actifs en coordination avec le staff médical (prévention, vaccination, aide alimentaire aux confinés). Après les accords de Juba en octobre 2020 [accord de paix avec certaines forces politico-militaires, NDLR], ils reprennent aussi un rôle de critique du gouvernement et de « gardiens » des principes révolutionnaires. Après le coup d'État (octobre 2021), l'augmentation de la répression porte à reprendre des formes de clandestinité et à accentuer les initiatives de soutien aux martyrs ou aux prisonniers politiques.

Pendant la guerre actuelle, il y a beaucoup moins d'espace possible pour les CR par rapport à avant, il s'agit ainsi d'un travail humanitaire, d'assistance médicale dans les salles d'urgence, de documentation des violations et crimes (viols, etc.),

Entretien. Alors que la guerre entre les deux factions armées du pouvoir fait rage, **Hourria***, jeune chercheuse à l'université de Khartoum, revient sur le rôle et l'importance des comités de résistance, véritable cheville ouvrière d'un processus révolutionnaire toujours en cours.



UNAMID

La place des femmes a été fondamentale dans le mouvement révolutionnaire, mais les contradictions d'une société patriarcale ont été présentes dans la vie des CR aussi

d'information sur les services (où trouver de l'eau, de l'électricité, du pain), s'occuper des disparus et enterrer les morts (y compris les militaires et miliciens). Cela surtout dans la capitale, car dans les villes de province comme Wad Medani dans la Gezira et d'autres qui accueillent les déplacés, les CR s'occupent de procurer un abri à ces derniers ou de la nourriture, ou encore de contrôler le respect de prix maximaux de loyer.

Quelle est la place des femmes ?

La place des femmes a été fondamentale dans le mouvement révolutionnaire, mais les contradictions d'une société patriarcale ont été présentes dans la vie des CR aussi. Par ailleurs, « les femmes » ne sont pas un sujet unique, il y a des différences entre elles, selon les lieux, la classe sociale, le niveau d'éducation, la génération. En général, on peut dire qu'il y a eu trois types de situations : dans certains cas, les femmes ont participé aux CR de manière égale aux hommes sans problèmes majeurs, dans d'autres cas, elles ont dû se battre pour avoir leur espace au sein du CR, et enfin, il y a des CR où il n'y avait pas de femmes — voire les femmes elles-mêmes ne souhaitaient pas en être. Certains modes de fonctionnement ont été aussi implicitement un frein à une vraie participation — comme le fait d'organiser les réunions le soir ou la nuit, lorsque les femmes ont plus de difficultés à sortir suivant la culture et les pratiques locales.

À partir de quand les comités de résistance se coordonnent-ils ?

La nécessité d'une coordination plus efficace se fait sentir graduellement. Au début, encore en 2019, c'est plus informel. Début 2020, cela devient indispensable aussi parce que la « contre-révolution » commence à apparaître dans la rue (des mouvements animés par l'ancien régime commencent à s'afficher). La crise pandémique (début 2020) est le moment où les CR commencent une réflexion approfondie visant la création des coordinations (Tansikiyat)

des divers CR. Cela devient nécessaire pour la mobilisation politique mais aussi pour éviter le boycott des forces contre-révolutionnaires. L'objectif est de garder les principes communs de la révolution et d'affronter les diverses actions, même si localisées, d'une manière cohérente et partagée.

Les comités de résistance ont adopté une charte du pouvoir populaire. Comment a-t-elle été élaborée ?

Pour élaborer les chartes, les CR ont créé un comité de projet après le coup d'État, quand la question de la légitimité révolutionnaire a été mise au premier plan, et chaque CR a nommé son représentant pour participer à cette élaboration. Cette dernière a pris longtemps, huit à neuf mois, parce que les ébauches élaborées passaient par un processus de retour et validation auprès des CR, qui a été aussi long, et ensuite il y a eu la mise en commun entre coordinations de différents États fédéraux.

Bien que le processus de production du document ait été réalisé par des méthodes de débat horizontal et démocratique, il a été difficile de créer un consensus total. Par exemple, certains CR n'ont pas signé le document final, surtout parce qu'il y avait désaccord sur la partie autour du projet économique. Le Parti communiste soudanais a essayé de pousser pour une position totalement contraire à la dépendance vis-à-vis du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du capitalisme international, qui n'était pas acceptée par beaucoup des CR de base. Il est vrai que la partie économique du projet des chartes ne portait pas la même vision de changement « radical » que dans d'autres domaines (libertés, paix, droits de la femme, participation démocratique, etc.). C'est un débat très complexe, et l'arrivée de la guerre n'a pas permis de l'achever.

Quelle est la position des comités de résistance par rapport à la guerre et sur la question de l'autodéfense ?

La position des CR reste jusqu'à maintenant strictement pacifiste : un communiqué de la coordination des CR de Khartoum du 22 juin 2023 affirme à nouveau cette position, et le refus de se positionner pour une action aux côtés de l'une ou l'autre des deux parties armées, qui mettrait en danger la population. L'autodéfense à laquelle les CR appellent concerne plutôt des comportements qui mettent les citoyenEs à l'abri de la violence, permettant une évacuation en sécurité ou une permanence dans les habitations en évitant les risques et dangers liés au conflit en cours.

Propos recueillis par la commission internationale du NPA

* Le prénom a été modifié.

Hourria sera l'invitée de la commission internationale du NPA le mercredi 5 juillet à 18h30 dans les locaux de la librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil, lignes 6 et 8).

L'image de la semaine



Vu ailleurs

INNOCENT, IL A PASSÉ PLUS DE QUATRE EN PRISON. Foued a tout perdu. Et, ce 19 juin, il a eu l'occasion de le dire à l'institution judiciaire, chargée de l'indemniser. Accusé à tort d'avoir participé à l'agression de policiers dont deux avaient été grièvement brûlés à Viry-Châtillon (Essonne), il a passé plus de quatre ans en prison, de ses 18 à 22 ans, alors qu'il était innocent. Condamné en première instance à 18 ans de prison, il a été acquitté en avril 2021 : en falsifiant les déclarations de plusieurs jeunes innocents, dont Foued, les policiers chargés de l'enquête avaient fabriqué de faux coupables. [...]

« On ne peut pas accuser le ministère public ou l'agent judiciaire de l'État de faire des comptes d'apothicaire », assure la représentante du parquet général, Anne Bouchet, avant de se lancer dans un calcul pointilleux des jours de détention à prendre en compte : 1529 jours et non 1550. [...] Elle n'a d'ailleurs « pas pris connaissance du fond du dossier » concernant les falsifications des policiers ayant conduit Foued en prison. En revanche, pour pouvoir contester le préjudice matériel, lié à l'interruption de sa scolarité, la magistrate est allée jusqu'à chercher ses bulletins de seconde, alors même qu'il était en première au moment de son placement en détention. Selon elle, « la perte de chance » pour Foued de réaliser son projet professionnel, qui était de devenir agent immobilier, est « hypothétique » et manque de « justificatifs » compte tenu de sa « scolarité chaotique malgré des facilités intellectuelles ». L'avocate Fabienne Delecroix, représentant l'État et rejoignant cette analyse, estime le préjudice de ces quatre années et trois mois de détention à 130 000 euros.

Vient le tour de Foued : « Vous parlez de perte de chance, comme si, même sans aller en prison, je n'aurais pas eu le bac. Mais le bac, c'était le minimum pour moi. Je me levais tôt le matin. Je me tapais une heure de RER. Vous n'êtes pas à ma place. Nous n'avons pas grandi dans les mêmes conditions. Ma situation ne vous touche pas. Mais il faut le dire, le préciser et ne pas faire les choses comme cela vous arrange. »

Pascale Pascariello, « "Il va falloir payer" : le cri de désespoir de Foued, un innocent emprisonné pendant quatre ans », *Mediapart*, 20 juin

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire